

C

THE CANADIAN CO-OPERATIVE CREDIT SOCIETY LIMITED

1977
Annual Report
Rapport Annuel

HOWARD ROSS LIBRARY
OF MANAGEMENT

JUL 23 1979

The Canadian Co-operative Credit Society Limited

SHAREHOLDERS ACTIONNAIRES

- B.C. CENTRAL CREDIT UNION
- BRUNSWICK CREDIT UNION FEDERATION LIMITED
- CANADIAN CO-OPERATIVE IMPLEMENTS LIMITED
- CO-OPERATIVE CREDIT SOCIETY OF MANITOBA LIMITED
- CO-OPERATIVE FIRE & CASUALTY COMPANY
- CO-OPERATIVE LIFE INSURANCE COMPANY
- CO-OPERATIVE SUPERANNUATION SOCIETY
- CO-OPERATIVE TRUST COMPANY OF CANADA
- CO-OPERATORS INSURANCE ASSOCIATION
- CO-OPERATORS LIFE INSURANCE ASSOCIATION
- CREDIT UNION FEDERATION OF ALBERTA LIMITED
- CUMIS LIFE INSURANCE COMPANY / LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE CUMIS
- CUNA MUTUAL INSURANCE SOCIETY / LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE CUNA MUTUELLE
- FEDERATED CO-OPERATIVES LIMITED
- GAY LEA FOODS CO-OPERATIVE LIMITED
- LA FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO LIMITÉE
- MARITIME CO-OPERATIVE SERVICES LIMITED
- NATIONAL ASSOCIATION OF CANADIAN CREDIT UNIONS / L'ASSOCIATION NATIONALE DES CAISSES D'ÉCONOMIE CANADIENNES
- NOVA SCOTIA CREDIT UNION LEAGUE
- ONTARIO CREDIT UNION LEAGUE LIMITED
- PRINCE EDWARD ISLAND CREDIT UNION LEAGUE LIMITED
- QUEBEC CREDIT UNION LEAGUE / LA LIGUE DES CAISSES D'ÉCONOMIE DU QUÉBEC
- SASKATCHEWAN CO-OPERATIVE CREDIT SOCIETY LIMITED
- SASKATCHEWAN WHEAT POOL
- UNITED CO-OPERATIVES OF ONTARIO
- UNITED MARITIME FISHERMEN / PÊCHEURS UNIS DES MARITIMES
- U.S. CENTRAL CREDIT UNION



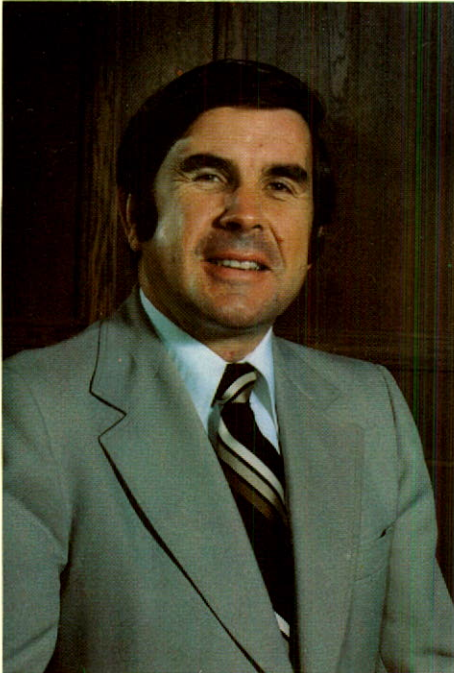
THE
CANADIAN
CO-OPERATIVE
CREDIT
SOCIETY
LIMITED

Table of Contents

Report of the Board of Directors.....	2-3
Report of the Chief Executive Officer.....	4
Evolution of the Credit Union and Co-operative.. System.....	7
Society Affiliates.....	12
Financial Statements.....	23
International Activities.....	29
Achievements . . . and Goals.....	31
Management Staff.....	41

Table des matières

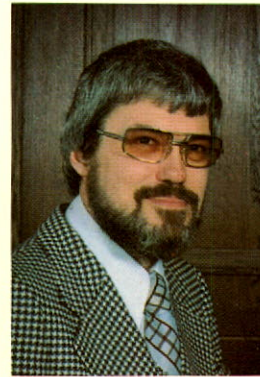
.....	Rapport du conseil d'administration
.....	Rapport du chef de la direction
Progrès du système des caisses d'épargne et de	crédit et des coopératives
.....	Affiliés à la Société
.....	États financiers
.....	Activités internationales
.....	Réalisations . . . et buts
.....	Direction



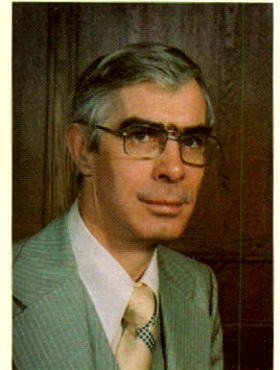
P. Podovnikoff, Chairman



C. P. Hansen, 1st Vice Chairman
1ier Vice-président du Conseil



Teunis Haalboom, Executive Member
Membre exécutif



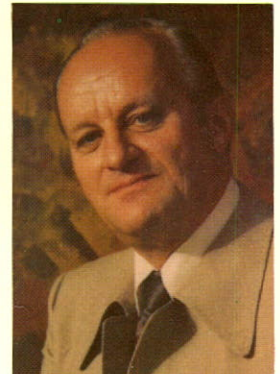
J. H. Nicholson, Executive Member
Membre exécutif



J. P. Chagnon, Executive Member
Membre exécutif



G. A. Charbonneau, 2nd Vice Chairman
2ième Vice-président du Conseil



H. F. Wiebe, Executive Member
Membre exécutif

Report of the Board of Directors

The Board of Directors of the Canadian Co-operative Credit Society Limited is pleased to present its 1977 Annual Report. This report details not only our achievements for the past year but, more importantly, our plans for 1978 and beyond.

It is fitting that the reorganization of the Society and its integration with the National Association of Canadian Credit Unions (NACCU) should be realized on the occasion of the Society's twenty-fifth anniversary. As representatives of the various sectors of the credit union and co-operative system, we are proud to have participated in this achievement.

The general plans and specific projects described in this report are the result of an intensive consultation and planning process by the Society's management team. We fully endorse these plans and projects, knowing that they will enable the Society to continue to serve the needs of Canadian credit unions and co-operatives and to perform an important role in Canada's financial system.

Peter P. Podovnikoff
Chairman
Board of Directors



A. R. Glen



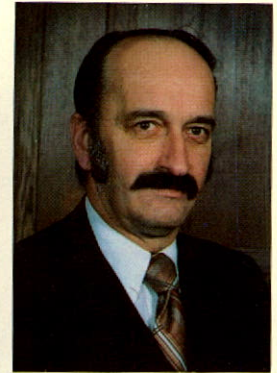
G. M. Sinclair



J. G. Gaudin



L. J. Emond



Barney Martin



L. R. Tendler



A. J. Tomlinson



E. S. Tobey



B. R. Doucet



J. C. Sibley



D. J. Welbourn

Rapport du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Canadian Co-operative Credit Society Limited a le plaisir de présenter son rapport annuel 1977. Ce rapport fournit non seulement des précisions sur les résultats de l'exercice écoulé, mais surtout il présente nos projets pour 1978 et les années suivantes.

Il est fort heureux que la restructuration de la Société et son intégration à l'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes (ANCEC) coïncident avec le 25^e anniversaire de la Société. En tant que représentants des divers secteurs du système des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives, nous sommes fiers d'avoir participé à cette réalisation.

Les plans généraux et projets spécifiques exposés dans ce rapport sont le résultat d'un processus de consultation et de planification intensif élaboré par l'équipe de direction de la Société. Nous approuvons ces plans et projets en sachant qu'ils permettront à la Société de continuer à satisfaire les besoins des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives canadiennes et d'assumer un rôle significatif dans le système financier canadien.

Président du Conseil d'administration
Peter Podovnikoff



George S. May

Report of the Chief Executive Officer

The twenty-fifth anniversary of the Canadian Co-operative Credit Society Limited marks the beginning of a new era for Canada's credit union and co-operative system. Through the restructuring and expansion of the Society, a solid foundation has been laid for development of the system's resources and co-ordination of activities throughout the credit union and co-operative network.

In 1977, the formerly separate Society and NACCU organizations became a single entity under the direction of a new eighteen-member board. The expanded board represents all three categories of membership in the Society – provincial credit union centrals, other financial co-operatives, and production/marketing co-operatives – and thereby draws together the credit union and co-operative sectors within one integrated national structure.

The Society's reorganization and expansion represent the culmination of a comprehensive long-range plan to consolidate the financial base of credit unions and co-operatives and to strengthen the service capabilities of every type of co-operative organization in Canada. Financial consolidation will be achieved through the implementation of a system-wide liquidity management program employing surplus funds committed to the central pool by member organizations. An important feature of the program is the extension of the Society's equity base, so that the national organization,

Rapport du chef de la direction

Le vingt-cinquième anniversaire de notre Société, The Canadian Co-operative Credit Society Limited, marque le début d'une ère nouvelle pour le système de caisses d'épargne et de crédit et des coopératives du Canada. La restructuration et l'expansion de notre Société ont posé les fondements indispensables à l'amélioration des ressources du système et de la coordination des activités dans l'ensemble du réseau des caisses et des coopératives.

En 1977, la Société, d'une part, et les organisations de l'ANCC ont fusionné pour passer sous la direction d'un nouveau Conseil d'administration composé de dix-huit membres. Le Conseil élargi représente les trois catégories de membres de la Société – les centrales de caisses d'épargne et de crédit provinciales, les autres coopératives financières et les coopératives de production et de vente – et rassemble les secteurs des caisses et des coopératives en une structure nationale intégrée.

La restructuration et l'expansion de la Société consacrent l'aboutissement d'un plan d'ensemble de longue haleine visant à consolider la base financière des caisses et des coopératives et à renforcer les capacités de service de chaque type d'organisme coopératif au Canada. La consolidation financière sera effectuée grâce à l'application d'un programme de gestion des liquidités à l'échelle du système qui emploiera les capitaux excédentaires engagés dans la Société par les organismes membres. Ce programme se caractérise particulièrement par l'élargissement de l'assiette des fonds propres de la Société, afin qu'en tant qu'organisme national représentant le système des caisses et des coopératives elle puisse avoir accès à des sources externes supplémentaires de financement.

À la clôture de l'exercice 1977, les fonds propres de la Société étaient passés de \$18 millions pour l'exercice précédent à \$120.9 millions. Au cours du même exercice, l'actif total a atteint \$275 millions. Ce niveau de capitalisation facilitera l'accès de la Société sur les marchés monétaires intérieurs et internationaux pour établir sa renommée en tant qu'emprunteur de premier ordre au nom du système des caisses et des coopératives. La pénétration sur ces marchés est prévue pour l'automne 1978.

L'augmentation des membres de la Société confirme le rôle de l'organisme en tant qu'institution financière nationale pour les caisses et les coopératives et permet d'offrir tout un éventail de services financiers et de soutien dans l'ensemble du système. La participation financière des centrales de caisses et des principales coopératives augmente également les occasions de placements, pour elles-mêmes et pour leurs membres. Grâce à la mise en commun des capitaux excédentaires dans la Société, il est possible d'utiliser au maximum les ressources financières d'une part, pour les organismes individuels, et d'autre part, pour le système dans son ensemble.

representing the credit union and co-operative system, can obtain access to additional external sources of financing.

By year-end 1977, equity in the Society had increased to \$120.9 million from \$18 million in the previous year. During the same twelve-month period, total assets grew to \$275 million. This level of capitalization will facilitate the Society's entry into domestic and international money markets as a prime borrower on behalf of the credit union and co-operative system. Entry into these markets is planned for autumn 1978.

The expansion of membership in the Society reaffirms the role of the organization as a national financial facility for credit unions and co-operatives and makes a range of financial and support services available throughout the system. The financial participation of credit union centrals and major co-operatives also increases investment opportunities for them and their members. Through the pooling of surplus funds in the Society, maximum use can be made of fiscal resources, both for individual organizations and for the system as a whole.

The development of the Society during the past year has permitted the extension and reinforcement of links between Canadian credit unions and co-operatives, and other organizations in the public, private, and co-operative sectors. As part of the capital financing program, the national organization has entered into discussions with other major co-operative lenders in the United States and Europe. Reciprocal shareholdings and membership have been effected between the Society and U.S. Central Credit Union, to permit mutual access to funds; and negotiations are in progress with both United States banks and major co-operative banks in Europe to establish additional lines of credit to supplement domestic borrowing. The Bank für Gemeinwirtschaft (BfG), the Deutsche Genossenschaftsbank (the DG Bank), and London & Continental Bankers Ltd. have all provided advice on the Society's entry into the Eurodollar market and have undertaken to participate in the promotion and sale of an issue in this market.

Le progrès de la Société au cours de l'exercice écoulé a permis l'extension et le renforcement des liens qui unissent les caisses et les coopératives canadiennes, et les autres organismes des secteurs public, privé et coopératif. Dans le cadre du programme de financement du capital, l'organisme national a entamé la discussion avec d'autres grands prêteurs coopératifs, aux Etats-Unis et en Europe. On a institué des échanges d'actions et d'affiliation entre la Société et le U.S. Central Credit Union afin de permettre l'accès mutuel aux fonds et des négociations sont en bonne voie avec les banques des Etats-Unis et les principales banques coopératives européennes, afin d'établir des marges de crédits supplémentaires pour compléter les emprunts intérieurs. La Bank für Gemeinwirtschaft (BfG Bank) et la Deutsche Genossenschaftsbank (la DG Bank) ainsi que The London & Continental Bankers Ltd. ont toutes donné leur avis sur l'accès de la Société au marché de l'Eurodollar et ont décidé de participer à la promotion et à la vente d'une émission sur ce marché.

En 1977, la Société a continué à collaborer avec les pouvoirs publics et les autres institutions financières, en vue de mettre au point des mécanismes législatifs et institutionnels afin d'améliorer le fonctionnement du système financier canadien. Des discussions se sont déroulées sur des thèmes préoccupants, parmi lesquels la mise en vigueur de la Loi sur la protection des emprunteurs et des déposants, la révision de la Loi sur les Banques et la législation connexe à l'Association canadienne des paiements. En tant que future participante à l'Association canadienne des paiements en projet, la Société s'est trouvée étroitement associée au travail du Groupe de normalisation du système canadien de paiements, comité multisectoriel chargé de la mise au point d'un système de paiements efficace et juste. De plus, des consultations fréquentes ont eu lieu avec le surintendant des assurances et d'autres dirigeants principaux du gouvernement fédéral en ce qui concerne les modifications à la Loi sur les Associations Coopératives de Crédit et les sujets connexes. Grâce à toutes ces activités, la Société a représenté efficacement les caisses et les coopératives et leurs membres lorsque les pouvoirs publics avaient des projets qui risquaient



Bruce M. Thordarson, Director Government Affairs/
Directeur-Relations Gouvernementales
Robert J. Ingram, Vice-president, Communications
and Services/*Vice-président – Communications*
et Services
Robert Andras, President of the Treasury Board/
Président Conseil du Trésor
George S. May, Chief Executive Officer/*Chef de la*
Direction

In 1977, the Society continued to work with government and other financial institutions in developing legislative and institutional mechanisms for improving the operation of the Canadian financial system. Discussion on matters of major concern included the introduction of the Borrowers and Depositors Protection Act, revisions to the Bank Act, and the related Canadian Payments Association legislation. As a future participant in the proposed Canadian Payments Association, the Society was closely involved in the work of the Canadian Payments System Standards Group, a multi-sector committee concerned with the development of an efficient and equitable payments system. In addition, frequent consultations were held with the Superintendent of Insurance and other senior officials in the federal government, regarding amendments to the Co-operative Credit Associations Act and related matters. Through all these activities, the Society effectively represented the interests of credit unions and co-operatives, and those of their members, with respect to government plans that might affect them. The Society also maintained close liaison with La Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins in preparing submissions to the federal government on issues of common concern.

As well as solidifying external relationships, the Society has initiated some important changes in internal organization and management. A new management structure has been established, to maintain existing service capabilities and provide for their orderly expansion. Personnel policies and procedures have been refined in anticipation of increasing service requirements; and a management by objectives approach has been adopted to facilitate planning and goal achievement.

The developments of the past year signify a new maturing of the credit union and co-operative system. By building the Society into a national financial facility to serve the system as a whole, credit unions and co-operatives have created the opportunity for highly effective financial management and increased stability for member organizations. The Society is moving with confidence into an enormously promising future. We have ambitious plans, and with the continued support and assistance of our shareholders and members, these plans will be realized.

This year's report looks ahead and it looks back. It reminds those of us who are associated with co-operative organizations of our philosophical roots and remarkable growth. For those readers who are not entirely familiar with such organizations, it provides information about our past, our present, and the future that we envisage for Canadian credit unions and co-operatives.



George S. May
Chief Executive Officer

d'affecter leurs intérêts. La Société est également restée en liaison étroite avec la Fédération du Québec des Caisses Populaires Desjardins afin de préparer des exposés présentés au gouvernement fédéral sur les questions qui les préoccupent mutuellement.

La Société a, d'une part, renforcé ses relations extérieures et, d'autre part, introduit certains changements importants dans sa structure et sa gestion interne. Elle a établi une nouvelle structure de gestion afin de maintenir les capacités de services actuelles et de pourvoir à leur expansion méthodique. Les lignes de conduite et les méthodes du personnel ont été refondues en prévision de l'augmentation des services requis et on a adopté le principe de la gestion en fonction des objectifs pour faciliter la planification et la réalisation des buts.

Les progrès de l'exercice écoulé reflètent un nouvel épanouissement du système des caisses d'épargne et de crédit et de coopératives. En structurant la Société en une entité financière nationale propre à desservir le système dans son ensemble, les caisses et les coopératives ont permis la mise en place d'une gestion financière hautement efficace et d'une stabilité accrue pour les organismes membres. La Société évolue avec confiance vers un avenir très prometteur. Nos plans sont ambitieux et l'aide et le soutien constants de nos actionnaires et membres nous permettront de les réaliser.

Le rapport annuel de l'exercice est tourné vers l'avenir comme vers le passé. Il remémore à ceux d'entre nous qui font partie des organismes coopératifs les racines de notre philosophie et de leur croissance remarquable. Pour les lecteurs qui ne sont pas tout à fait familiarisés avec ces organismes, il fournit des renseignements sur notre passé, notre présent et l'avenir que nous envisageons pour les caisses d'épargne et de crédit et les coopératives canadiennes.



Le chef de la direction
George S. May

Evolution of the credit union and co-operative system



Birth place of Alphonse Desjardins, home of the first Canadian credit union
Maison natale de M. Alphonse Desjardins et de la première caisse canadienne

The Canadian credit union and co-operative system consists of two major parallel sectors, a credit union and financial element, and a production and marketing component. The two sectors have evolved concurrently over the past eighty years, and being founded on the same principles, they have developed similar local, provincial, and regional structures. With the Society's merger and reorganization, Canadian credit unions and co-operatives have become integrated into a single nation-wide system.

Progrès du système des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives

Le système canadien des caisses d'épargne et de crédit et de coopératives se compose de deux grands secteurs parallèles : les caisses d'épargne et de crédit et les coopératives de production et de vente. Les deux secteurs ont évolué simultanément au cours des quatre-vingts dernières années et étant donné qu'ils s'inspirent de principes identiques, ils ont mis au point des structures locales, provinciales et régionales similaires. Lors de la fusion et de la restructuration de la Société, les caisses et les coopératives canadiennes ont été intégrées dans un système unique, à l'échelon national.

Les organismes coopératifs font, depuis longtemps, partie de la vie sociale et économique du Canada. Ils sont les héritiers du mouvement des coopératives, qui a jailli en Angleterre et en Europe continentale, au siècle dernier et s'est adapté au milieu agricole et industriel du Canada au tournant du siècle.

Les coopératives ont été fondées pour servir les besoins socio-économiques de leurs membres-propriétaires : certaines en offrant des services, d'autres en servant de moyens de production et de commercialisation pour diverses denrées et d'autres encore pour fournir une source d'économies et de crédit à leurs membres. Ce dernier groupe d'entreprises coopératives a formé le noyau qui a permis la croissance des secteurs des caisses populaires et des *credit unions* du Canada.



Co-operative organizations have long been a part of Canada's social and economic fabric. Their roots lie in the co-operative movement that sprang up in England and continental Europe in the last century, and its adaptation to Canada's agricultural and industrial environment at the turn of the century.

Co-operatives were founded to serve the socio-economic needs of their member-owners: some concentrated on the provision of services; others served as production and marketing vehicles for various commodities; and still others provided a source of savings and credit to their members. This last group of co-operative enterprises formed the nucleus for the development of Canada's caisse populaire and credit union sectors.

Credit Unions

The first financial co-operative in Canada was a caisse populaire, established in 1900 at Lévis, Quebec. The founder, Alphonse Desjardins, studied people's banks, caisses, and similar savings and credit organizations already in existence in England, Germany, and Italy, and adapted the concept to meet the financial needs of Canadians.

From a modest beginning, the Caisse Populaire de Lévis became the model for caisses populaires and credit unions not only in Quebec, but throughout Canada and the United States as well. The caisse populaire Desjardins sector has evolved to include 1,250 local caisses, whose combined deposits exceed \$7 billion and which together serve 3,700,000 Quebec residents. The credit union sector has experienced similar growth and success, so that its 2,400 local organizations now serve more than 4,000,000 Canadians in every province of the country.

The credit unions associated with the Society through their provincial central shareholders represent a pool of savings of \$9.25 billion. The largest single Canadian credit union, Van City, has 88,000 members and nine branches serving Metropolitan Vancouver, and in 1977 it reported assets of \$522 million. Regardless of size, today as in 1900, credit unions are owned by the customers (members) they serve. Membership is founded on a defined market or common bond, which might be community based, occupational in nature, or associational, as is the case with church or ethnic organizations. In this respect, credit unions are ideally equipped to accommodate the diversity of Canada's population, being sensitive to and reflective of the cultural, economic, and social characteristics of their membership.

In every instance, the credit union exists primarily to meet the financial service needs of its individual members. Accordingly, credit unions have gradually extended their role beyond the savings and loan function; and particularly during the past decade, they have become increasingly sophisticated in the range and quality of services they offer. Some credit unions have installed automated teller systems, and many have adopted electronic data processing facilities to expedite handling

Les Caisses

La première coopérative financière au Canada était une caisse populaire fondée en 1900 à Lévis, Québec. Le fondateur, Alphonse Desjardins, avait étudié les banques, les caisses populaires et autres organismes similaires d'épargne et de crédit qui existaient déjà en Angleterre, en Allemagne et en Italie, et il a adapté ce concept afin de répondre aux besoins financiers des Canadiens.

La Caisse Populaire de Lévis, qui a fait de modestes débuts, est devenue le modèle des caisses populaires et des caisses d'épargne et de crédit non seulement au Québec, mais aussi dans tout le Canada et aux États-Unis. Le secteur des Caisses Populaires Desjardins s'est agrandi au point qu'il comprend 1,250 caisses locales, dans lesquelles le total des dépôts dépasse \$7 milliards. Ensemble, elles desservent 3,700,000 habitants au Québec. Le secteur des caisses reliées à la société a connu une croissance et un succès similaires et ses 2,400 organismes locaux desservent aujourd'hui plus de 4,000,000 de Canadiens dans chaque province du pays.

Les caisses associées à la Société par l'intermédiaire de leurs centrales provinciales représentent une mise en commun d'économies de l'ordre de \$9.25 milliards. La caisse canadienne la plus grande, Van City, compte 88,000 membres et neuf succursales dans la seule agglomération de Vancouver, et en 1977 son actif s'élevait à \$522 millions. Quelle que soit leur importance, aujourd'hui comme en 1900, les caisses appartiennent aux clients (membres) qu'elles desservent. L'affiliation repose sur un marché défini ou un lien commun qui peut unir une communauté, un groupement professionnel ou une association, comme par exemple les membres d'une même congrégation ou d'un groupement ethnique. A cet égard, les caisses sont merveilleusement outillées pour répondre à la diversité des besoins de la population canadienne, car elles sont aptes à connaître et respecter les différences culturelles, économiques et sociales de leurs membres.

Le rôle des caisses est essentiellement de satisfaire les besoins de services financiers de chacun de leurs membres. Par conséquent, les caisses ne se sont plus contentées d'exercer le rôle d'un simple organisme de prêts et de dépôts. Au cours de la dernière décennie surtout, elles ont



of members' transactions. In addition, provincial and national support systems have been developed to give members access to a full range of financial services.

Provincial and national organizations

Local credit unions recognized at an early stage that by combining their resources they could collectively improve their services. For this reason, they formed provincial central organizations (also known as federations, leagues, or credit societies). The provincial centrals were empowered to accept deposits of surplus funds from their affiliated credit unions and to issue loans to meet their affiliates' fiscal requirements – that is, to provide essentially the same services that credit unions offer to individual members. This second-tier activity increased the stability of credit unions as financial institutions and enhanced their ability to accommodate economic fluctuations of a local nature. It also facilitated the improvement of procedures for handling transactions and the co-ordination of activities between local organizations.

Although the centrals were established by credit unions, they frequently included production, marketing, and service co-operatives in their membership. In this way, co-operatives gained access to financial services from an organization with a similar operational philosophy. Further, they benefited from valuable financial expertise and resources, which they could use to assist their own development and to strengthen the co-operative sector as a whole. Thus, provincial centrals serviced elements of the co-operative sector as well as the credit union sector, to the mutual benefit of both.



Credit Union Central (Saskatchewan)

Following the establishment of provincial centrals, it became apparent that a national organization was required to perform the same function for centrals that they were fulfilling for local credit unions. In fact, two organizations were established. In 1953, the Canadian Co-operative Credit Society Limited was incorporated as a national co-operative financial organization; and in 1958, the National Association of Canadian Credit

offert des services dont la variété et la qualité sont de plus en plus subtiles. Un certain nombre d'entre elles ont installé des systèmes de guichets automatiques, tandis que de nombreuses autres ont adopté l'informatisation pour accélérer les transactions de leurs membres. De plus, des systèmes provinciaux et nationaux de soutien ont été mis en place pour permettre aux membres l'accès à tout un éventail de services financiers.

Organismes national et provinciaux

Les caisses locales ont reconnu dès le début qu'en combinant leurs ressources, elles pourraient améliorer la base collective de leurs services. Elles ont donc organisé à cet effet des centrales provinciales (également connues sous le nom de fédérations, ligues ou sociétés de crédit). Les centrales provinciales ont été investies du pouvoir d'accepter des dépôts et les fonds excédentaires des caisses qui leur sont affiliées et d'émettre des prêts pour répondre aux exigences financières de leurs affiliées; c'est-à-dire qu'elles peuvent offrir fondamentalement les mêmes services que les caisses locales offrent à chacun de leurs membres. Cette activité de second volet a permis d'accroître la stabilité des caisses en tant qu'institutions financières et de renforcer leur aptitude à faire face aux fluctuations économiques de nature locale. Elle a également facilité l'amélioration de la marche à suivre pour le traitement des transactions et la coordination des activités entre les organismes locaux.

Bien que les centrales aient été mises en place par les caisses d'épargne et de crédit, leurs membres se composaient fréquemment de coopératives de production, de vente et de service. Les coopératives avaient ainsi accès aux services financiers d'un organisme s'inspirant de principes analogues. De plus, elle bénéficiaient d'une expérience et de ressources financières appréciables qu'elles pouvaient utiliser pour contribuer à leur propre développement et pour renforcer le secteur des coopératives dans son ensemble.

C'est ainsi que les centrales provinciales ont offert leurs services à des éléments du secteur des coopératives ainsi que du secteur des caisses d'épargne et de crédit dans leur intérêt mutuel.

A la suite de la création de centrales provinciales, on a ressenti le besoin d'un organisme national jouant pour les centrales le même rôle qu'elles assumaient pour les caisses locales. En fait, deux organismes ont été institués. En 1953, notre organisme, Canadian Co-operative Credit Society Limited a été constituée en corporation en tant qu'organisme financier coopératif national et en 1958, l'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes a été fondée pour mettre en place un mécanisme permettant de coordonner les activités des caisses au Canada et pour représenter les intérêts des centrales provinciales au niveau national.

Selon l'acte de constitution initial, la Société était investie du pouvoir d'accepter les dépôts et d'émettre des prêts à ses organismes membres. Par la suite, elle a été chargée d'offrir à ses membres des programmes et des services administratifs, éducatifs, consultatifs et de

Unions was organized to provide a mechanism for co-ordinating credit union activities across Canada and to represent the interests of provincial centrals at the national level.

As originally incorporated, the Society was empowered to accept deposits and provide loans to its member organizations. Subsequently, it was charged with providing its members with administrative, educational, consultative, and other management programs and services. Membership in the Society included provincial credit union centrals, as well as interprovincial co-operative organizations that fulfilled the financial criteria set out in the Co-operative Credit Associations Act, administered by the federal Superintendent of Insurance under the Department of Finance.

Other financial co-operatives

The diversification of credit union services stimulated the development of other types of financial co-operative – specifically, trust and insurance companies. The Co-operative Trust Company of Canada, which is federally incorporated, operates across Canada and provides ancillary services such as retirement and home-ownership savings plans to credit union members.

Two co-operative insurance groups, The Co-operators and CUMIS (Credit Union Members' Insurance Societies), represent more than \$500 million in assets. They provide corporate coverage to credit unions and co-operatives, as well as all types of individual life, general, and automobile insurance to members of credit unions and co-operatives. The activities of the trust and insurance co-operatives complement the financial service capabilities of local credit unions and their centrals and provide an additional source of strength to the national system.

gestion. Parmi les membres de la Société figuraient des centrales provinciales de caisses d'épargne et de crédit, ainsi que des organismes de coopératives inter-provinciales répondant aux critères financiers mis en place dans la Loi sur les associations coopératives de crédit ; ces membres sont régis par le surintendant fédéral des assurances qui relève du ministère des Finances.

Autres coopératives financières

La diversification des services des caisses a également stimulé la création d'autres types de coopératives financières, spécifiquement des compagnies de fiducie et d'assurance. Co-operative Trust Company of Canada, qui est constituée à l'échelon fédéral, exploite ses opérations dans tout le Canada et offre aux membres des caisses des services auxiliaires comme les régimes d'épargne-retraite et d'épargne-logement.

Deux groupes de coopératives d'assurance, The Co-operators et la Société d'Assurance-vie CUMIS, gèrent un actif de plus de \$500 millions. Elles offrent des garanties d'assurance applicables aux sociétés, aux caisses et aux coopératives ainsi que tous les types d'assurance individuelle sur la vie, risques divers et automobile aux membres des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives. L'activité des coopératives de fiducie et d'assurance complète les services financiers des caisses locales et de leurs centrales et renforce ainsi le système national.

Coopératives de production, de consommation et de vente

Les premières coopératives ont été organisées par des fermiers en vue de prendre des dispositions efficaces et équitables pour le traitement et la vente des produits agricoles. Dans les Prairies, ces organismes ont posé les jalons du développement des coopératives de blé



Production, marketing and consumer co-operatives

The earliest co-operatives were organized by farmers to provide efficient and equitable arrangements for the processing and marketing of farm products. On the prairies, these organizations laid the foundation for the development of the wheat pools, which now own thousands of elevators and handle about 80% of Canada's cash grain crop. Elsewhere in Canada, dairy, livestock, and fish marketing co-operatives were established to help producers of these goods to improve the production and marketing of their specific products and derive the maximum financial benefit from their respective products.

Co-operatives also have been organized on a regional basis to manufacture such diverse products as forest, petroleum, and farm products, and to market a variety of consumer foods, drugs, hardware, and soft goods. In 1977, these co-operatives accounted for retail and wholesale sales in excess of \$2 billion.

Other non-financial co-operatives include consumer co-operatives, interregional manufacturing and supply organizations, educational institutions, and service enterprises. The co-operative sector is highly diversified, with respect to both functions and activities carried out by the various organizations and the size of individual co-operatives. But it is also cohesive and integrated, largely through the participation of the numerous types of co-operative in provincial and national organizations.

A national credit union and co-operative system

The credit union and co-operative sectors have grown steadily throughout the 1950s and 1960s. Local organizations have evolved from small operations administered by volunteer staff into multi-branch enterprises managed by well-trained professionals. The perspective of various components of the two sectors has shifted from an inward, narrowly focused view of their particular role and structure to a broader perception of relationships between credit unions, co-operatives, and the economic environment in which they operate.

In the early 1970s, several studies were conducted to determine what kind of structures were necessary to satisfy the future requirements of provincial credit union centrals and other forms of co-operatives. As a result of these studies, purposeful action has been taken to develop the Canadian Co-operative Credit Society as the primary vehicle for maximizing the use of the system's collective resources.

Through the various institutions included in its membership, the Society represents all types of co-operatives and most credit unions across Canada. The chart on page 12 identifies the twenty-seven member organizations and illustrates the way in which the Society links them within an integrated national network. The next section of the report gives a brief description of the organizations that together comprise the national credit union and co-operative system.

qui possèdent maintenant des milliers de silos et commercialisent environ 80% des récoltes de grains au Canada. Partout ailleurs au Canada, des coopératives de ventes laitières, du bétail et de poisson ont été fondées pour aider les producteurs de ces denrées à améliorer la production et la vente de leurs produits spécifiques et à tirer le maximum d'avantages financiers de leurs produits respectifs.

On a également organisé des coopératives par région pour transformer divers produits, parmi lesquels des produits dérivés du bois, du pétrole et des produits fermiers et commercialiser divers biens de consommation, médicaments, produits de quincaillerie et denrées périssables. En 1977, les ventes de gros et de détail de ces coopératives ont totalisé plus de \$2 milliards.

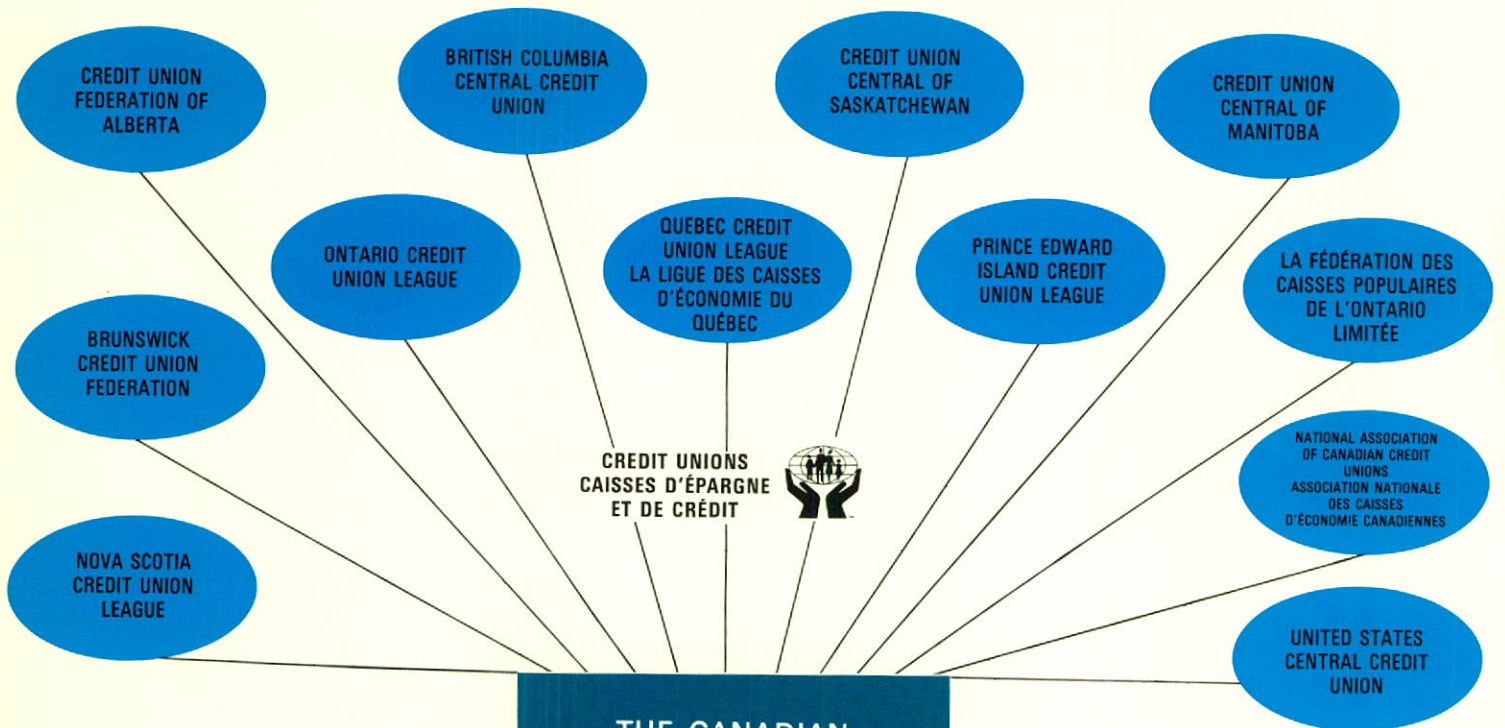
Parmi les autres coopératives non financières, citons les coopératives de consommateurs, les organismes inter-régionaux de fabrication et d'approvisionnement, les établissements d'enseignement et les entreprises de service. Le secteur est très varié, non seulement sur le plan des fonctions et des activités des divers organismes mais aussi sur celui de l'envergure des coopératives individuelles. Il s'agit cependant d'un système logique et intégré dans une grande mesure grâce à la participation de nombreux types de coopératives dans les organismes provinciaux et nationaux.

Un système national de caisses et de coopératives

Les secteurs des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives ont connu un essor constant des années 1950 aux années 1960. Les organismes locaux qui étaient à l'origine de petites exploitations régies par un personnel bénévole sont devenus des entreprises à succursales multiples, dirigées par des professionnels bien formés. Dans les deux secteurs, on est passé d'une perspective qui consistait à ne voir que son rôle et sa structure particuliers à courte échéance à une perception plus large des relations entre les caisses locales, les coopératives et l'environnement économique dans lequel elles fonctionnent.

Au début des années 1970, plusieurs études ont été menées pour déterminer le genre de structure qui serait apte à satisfaire les exigences futures des centrales provinciales de caisses d'épargne et de crédit et des autres formes de coopératives. Le résultat de ces études s'est matérialisé par des mesures concrètes pour instituer le Canadian Co-operative Credit Society, dont le but primordial est de maximiser l'utilisation des ressources collectives du système.

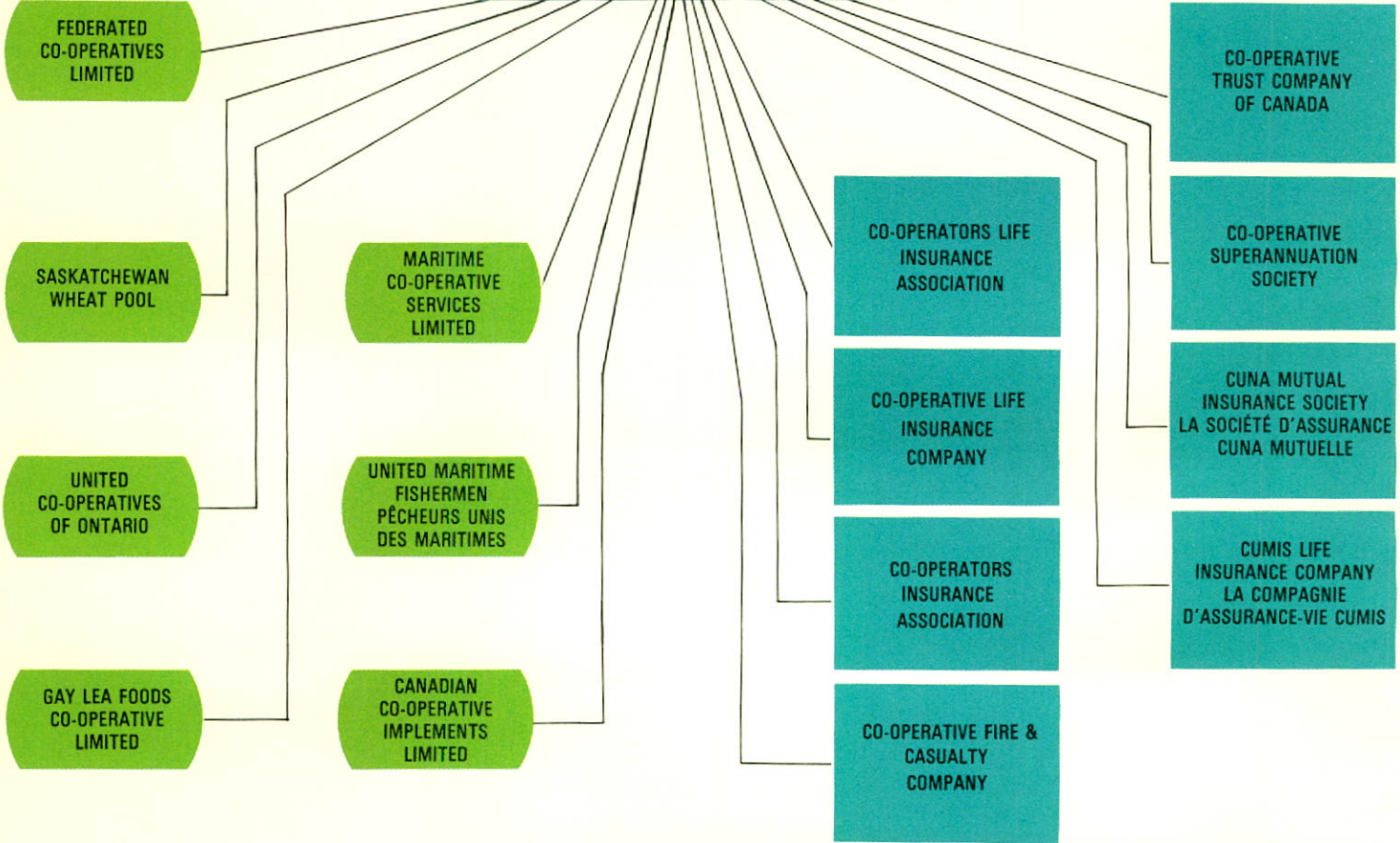
La Société représente tous les types de coopératives et la plupart des caisses d'épargne et de crédit au Canada par l'intermédiaire des diverses institutions qui composent ses membres. Le tableau à la page 12 identifie les vingt-sept organismes membres et illustre la manière dont la Société les regroupe dans le cadre d'un réseau national intégré. La section suivante du rapport offre une description des organismes qui constituent le système national des caisses et des coopératives.



**THE CANADIAN
CO-OPERATIVE CREDIT
SOCIETY
LIMITED**

**PRODUCER, CONSUMER AND MARKETING
CO-OPERATIVES
COOPÉRATIVES DE PRODUCTION, DE VENTE
ET DE CONSOMMATION**

**FINANCIAL CO-OPERATIVES
COOPÉRATIVES FINANCIÈRES**



Society Affiliates

The Credit Union Group

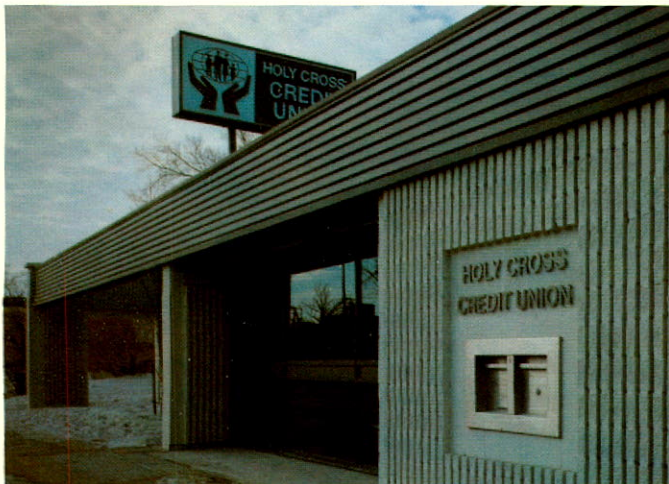
Some 2,400 credit unions and caisses populaires are associated with the Canadian Co-operative Credit Society through their provincial centrals, leagues, or federations. All are incorporated under provincial legislation.

Credit unions and caisses populaires represented more than \$18 billion in assets at December 1977. This sum is the result of an *annual compound growth rate of 19.2% over the past ten years*. The total membership of 8,000,000 in the two systems reflects an increase of 2,500,000 members since 1970. *One in three* Canadians now benefits from membership in a credit union or caisse populaire.

The most recent Statistics Canada compilations at time of writing reflect operations at the end of the third quarter 1977. The following highlights have been extracted from these statistics :

- *Personal savings* in credit unions and caisses populaires *increased by 29.6%* during the one-year period ending September 30, 1977. This represents the greatest percentage increase recorded by any Canadian deposit-taking institution during this period and is 50% greater than that of the financial group that ranked second.
- In the same period, credit union and caisse populaire *personal loan totals increased by 16.5%*, while *mortgage loans* reflected a *dramatic increase of 32.5%* over the previous year's operations.

The *Bank of Canada Review* provides a longer-term perspective on the rapid gains made by credit unions and caisses populaires. In the 1967-1977 period, *personal loans* granted by these institutions increased by an *annual compound rate of 15.3%*, while *mortgage loans* reflected a *ten-year compound growth rate of 24.4%*. The *Review* also provides an insight into market



Les Affiliés à la Société

Le groupe des caisses

Environ 2,400 caisses ont des liens avec Canadian Co-operative Credit Society Limited par l'intermédiaire de leurs centrales, ligues ou fédérations provinciales. Toutes sont constituées en corporation en vertu des lois provinciales.

Les caisses affiliées à la Société et les caisses populaires Desjardins représentaient un actif de plus de \$18 milliards en décembre 1977. Cette somme est le résultat d'un *taux de croissance annuel composé de 19.2% au cours des dix dernières années*. Le nombre total de membres, soit 8,000,000 dans les deux systèmes, reflète une augmentation de 2,500,000 membres depuis 1970. *Un Canadien sur trois* fait maintenant partie d'une caisse.



Les résultats les plus récents de Statistique Canada, au moment où nous écrivons ces lignes, reflètent des opérations se terminant au troisième trimestre de 1977. Les faits saillants suivants ont été extraits de ces statistiques :

- *L'épargne* des particuliers dans les caisses a *augmenté de 29.6%* au cours de la période d'un an terminée au 30 septembre 1977, soit l'augmentation en pourcentage la plus élevée enregistrée par toute institution de dépôts ; notons qu'elle est de 50% plus élevée que celle du groupe financier classé au second rang.
- Au cours de la même période, les *prêts totaux* accordés aux particuliers par les caisses *ont augmenté de 16.5%* tandis que les *prêts hypothécaires* ont enregistré, pour leur part, *une augmentation fulgurante de 32.5%* par rapport à l'exercice précédent.

La *Revue de la Banque du Canada* donne une perspective à long terme des gains rapides réalisés par les caisses. Au cours de la période de 1967 à 1977, les *prêts* accordés aux particuliers par ces institutions ont augmenté à un *taux annuel composé de 15.3%* tandis que les *prêts hypothécaires* ont enregistré un *taux de croissance composé sur dix ans de 24.4%*. La *Revue* donne également un aperçu de

share. At the end of 1975, credit unions and caisses populaires accounted for 15% of all Canadian consumer loans.

From this perspective, it is apparent that Canada's credit unions and caisses populaires have been successful in sustaining their growth and evolution. In fact, the growth of these institutions over the past decade has been proportionately greater than that of the chartered banks, despite the emphasis that the latter have placed on consumer loans since the last Bank Act revisions of 1967.

The statistical data compiled by Statistics Canada and the Bank of Canada combine financial information on all credit unions and caisses populaires within one institutional category. It should be noted that, although Canadian credit unions share common roots and maintain a close relationship with the Desjardins group, La Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins is operationally distinct from the system represented by the Canadian Co-operative Credit Society. Thus, an accurate view of the system itself requires the separation of credit union data from data pertaining to non-affiliated caisses populaires.

The accompanying charts reflect the experience of those credit unions and caisses populaires affiliated with the Society through their provincial centrals. They incorporate data for caisses populaires that hold membership in La Fédération des Caisses Populaires de l'Ontario Limitée and a number of caisses populaires affiliated with western Canadian credit union centrals. A complete list of affiliated centrals follows:

British Columbia Central Credit Union
Brunswick Credit Union Federation
Credit Union Federation of Alberta
Credit Union Central of Manitoba
Credit Union Central (Saskatchewan)
Quebec Credit Union League/La Ligue des Caisses d'Économie du Québec

la part du marché. A la fin de 1975, les caisses représentaient 15% de tous les prêts à la consommation consentis au Canada.

Cette vue d'ensemble prouve que les caisses du Canada ont connu une croissance et une évolution brillantes. En fait, notre croissance durant cette période a été proportionnellement plus grande que celle des banques à charte en dépit de l'accent qu'elles mettent sur les prêts à la consommation depuis la dernière révision de la Loi sur les banques en 1967.

Les statistiques fournies par Statistique Canada et la Banque du Canada donnent des informations financières sur toutes les caisses qui font partie de la même catégorie institutionnelle. Bien que les caisses d'épargne et de crédit canadiennes reliées à la Société aient des racines communes et travaillent en étroite collaboration avec La Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins, il convient de noter que celle-ci est un organisme qui se distingue du système représenté par Canadian Co-operative Credit Society. Par conséquent, pour avoir un aperçu exact du système, il est indispensable de séparer les données sur les caisses reliées à la société des données sur les caisses populaires non affiliées.

Les tableaux ci-joints illustrent les résultats des *credit unions* et des caisses populaires affiliées à la Société par l'entremise de leurs centrales provinciales. Ils présentent les statistiques indiquées pour les caisses membres de la Fédération des Caisses Populaires de l'Ontario Limitée et d'un certain nombre de caisses populaires affiliées avec les centrales de caisses de l'Ouest canadien ainsi que l'ensemble des *credit unions*. Voici une liste complète des centrales affiliées :

La Fédération des Caisses Populaires de l'Ontario Limitée
Nova Scotia Credit Union League
Prince Edward Island Credit Union League
Ontario Credit Union League

Summary

The credit union sector has achieved dramatic growth and made significant strides in the past year. In an increasingly complex and competitive environment, credit union organizations have met and countered the challenges of technological change, government intervention, and the requirements of their clientele for a range of financial and community services. The unique combination of local control and responsiveness, and provincial and national support structures inherent in the organization of these financial co-operatives will ensure that credit unions will continue to grow as they help their members to prosper.

Résumé

Au cours de l'exercice écoulé, le secteur des caisses affiliées à la société a enregistré une croissance fulgurante et a avancé à pas de géant. Le contexte économique de plus en plus complexe et compétitif n'a pas empêché les organismes de caisses de relever les défis jetés par la révolution technologique, l'intervention des pouvoirs publics et les exigences de leur clientèle pour toute une gamme de services financiers et communautaires. La combinaison unique de la gestion et de la souplesse au niveau local et les structures de soutien provinciales et nationales inhérentes à l'organisation de ces coopératives financières permettront aux caisses de poursuivre leur croissance tout en aidant leurs membres à prospérer.

The Credit Union Group

Membership

Growth in membership since 1972 has been moderate as compared with the financial development that has occurred in the same period. The data presented in Figure 1 reflect the full-service impetus of credit unions and the realization of financial growth through diversification of services rather than expanded membership alone. It is, however, notable that an average *increase of 250,000 members* was achieved *annually* over the five-year period.

Loans

The success of credit unions in marketing their major product can be noted in Figure 2. The achievements of the past year in particular are notable in the light of increased unemployment in Canada, decreased consumer confidence, and a troubled economy. While other financial institutions noted a slowdown of activities with respect to consumer loans, *credit unions* enjoyed an *increase of 28.6% in loans* to their members in 1977.

Savings

The provision of a number of innovative savings vehicles was instrumental in sustaining previous growth records, despite inflationary pressures on the Canadian consumer (see Figure 3). Advantages such as daily calculation of interest on "Plan 24" and similar accounts, the provision of chequing services, and automated deposit/withdrawal facilities contributed to this success along with historical credit union benefits, such as automatic life insurance plans provided by the system's insurance co-operatives.

Assets

Assets reflect even greater growth than do savings and loans. As shown in Figure 4, during the past five years, a 41% increase in membership has been accompanied by an *increase of 145% in assets*.

*Exclusive of Des jardins – caisses populaires

*N'inclue pas les caisses populaires Des jardins

Fig. 1

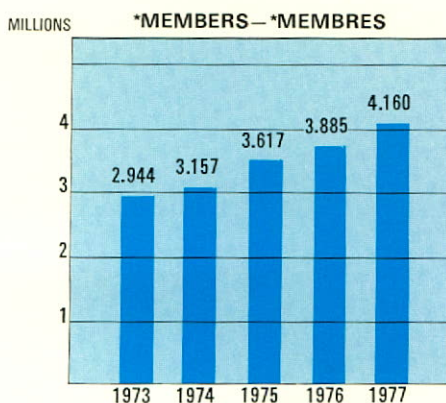


Fig. 2

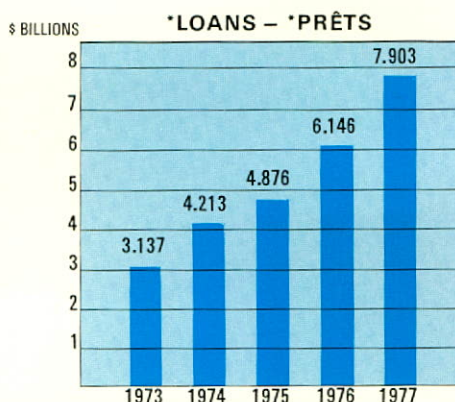


Fig. 3

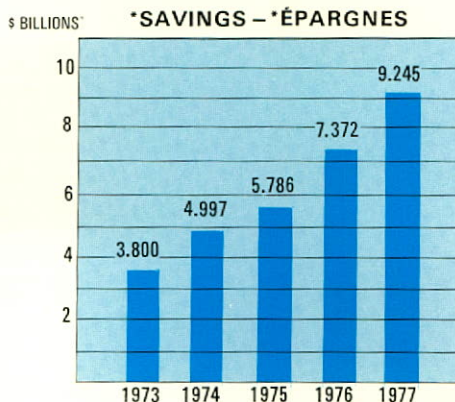
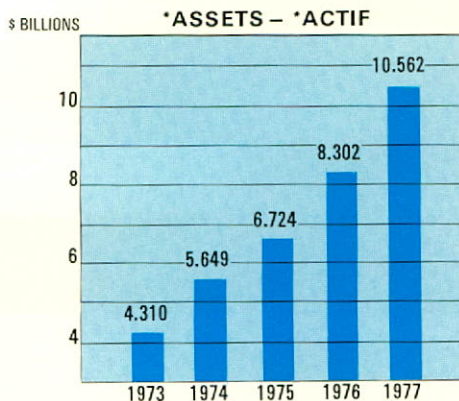


Fig. 4



Le groupe des caisses

Membres

L'augmentation des membres depuis 1973 a été modeste par comparaison aux résultats financiers obtenus au cours de la même période. Les données fournies au tableau 1 reflètent les efforts déployés par les caisses en vue d'offrir une gamme complète de services et la réalisation d'une croissance financière plus grande grâce à la diversification des services plutôt que par l'augmentation des membres. Il est néanmoins remarquable que le nombre de membres ait *augmenté en moyenne de 250,000 tous les ans* au cours des cinq dernières années.

Prêts

Le tableau 2 fait ressortir le succès des caisses à commercialiser leurs principaux produits. Les résultats de l'exercice écoulé sont remarquables si l'on tient compte de l'augmentation du chômage au Canada, de la baisse de la confiance des consommateurs et des difficultés économiques. Tandis que d'autres institutions financières ont noté un ralentissement des prêts à la consommation, *les caisses ont enregistré une augmentation de 28.6% des prêts* accordés à leurs membres en 1977.

Épargne

L'apparition d'un certain nombre de moyens d'épargne innovateurs a contribué à maintenir les niveaux de croissance enregistrés précédemment en dépit des contraintes inflationnistes que subit le consommateur canadien (voir le tableau 3). Des avantages comme le calcul quotidien des intérêts sur le "plan 24" et des comptes analogues, l'offre de services de comptes-chèques et les aménagements automatisés de dépôts/retraits ont contribué à ce succès au même titre que les avantages historiques des caisses comme les régimes d'assurance-vie automatiques offerts par les coopératives d'assurance du système.

Actif

L'actif fait ressortir une croissance plus grande encore que ne le font l'épargne ou les prêts. Le tableau 4 illustre que, au cours des cinq dernières années, l'augmentation des membres, soit 41%, s'est accompagnée d'une *augmentation de l'actif de 145%*.

The Financial Co-operative Group

Financial co-operatives were originally conceived to provide specialized services to credit union and co-operative organizations and their members. A vital sector of the Canadian co-operative system, they also hold prominent positions within their specialized field of operations. This brief résumé of the Society's financial co-operatives provides an indication of the present magnitude and scope of each organization.

The Co-operators

The fourth largest insurance company of Canada, the Co-operators, incorporates four insurance companies : Co-operators Insurance Association, Co-operators Life Insurance Association, Co-operative Fire and Casualty Company, and Co-operative Life Company. Through its subsidiaries, the Co-operators provides a full range of insurance services, including life, home, automobile, and commercial insurance to some 2,000,000 Canadian members, in addition to credit union loan and savings, life and disability, and group life coverage. At year-end 1977, the assets of the Co-operators were \$481 million, an increase of 24.6% from the previous year.



The Co-operators Data Centre

The Co-operative Trust Company of Canada

The Co-operative Trust Company of Canada is owned by credit unions and co-operatives across Canada. The company offers a variety of financial services, such as mortgage loans, registered retirement and home ownership savings plans, guaranteed investment certificates, and guaranteed income averaging contracts, to complement other services provided by credit unions and co-operatives. In addition, Co-operative Trust provides real estate services and is actively involved in property development along with the provision of wills and estate administration.

Co-operative Trust operates real estate and trust offices in major centres across Canada. Founded in 1952, it obtained its federal charter in 1967 ; and by year-end 1977, it was administering more than \$1 billion in assets.

Le groupe des coopératives financières

Les coopératives financières ont été conçues à l'origine pour fournir des services spéciaux aux organismes de caisses d'épargne et de crédit et des coopératives et à leurs membres. Ces coopératives, qui constituent un secteur vital du système canadien des coopératives, détiennent également une position éminente dans le cadre de leur champ spécialisé de transactions. Ce résumé succinct sur les coopératives financières de la Société laisse entrevoir l'ampleur et la portée actuelles de chaque organisme.

The Co-operators

The Co-operators, quatrième compagnie d'assurance du Canada, se compose de quatre compagnies d'assurance : Co-operators Insurance Association, Co-operators Life Insurance Association, Co-operative Fire and Casualty Company et Co-operative Life Company. Par l'intermédiaire de ses filiales, The Co-operators offre toute une gamme de services d'assurance, y compris l'assurance-vie, l'assurance foyer, l'assurance automobile et l'assurance commerciale, à plus de deux millions de Canadiens en plus de l'assurance-vie sur les prêts et l'épargne, des garanties d'assurance-vie, d'assurance invalidité et d'assurance collective des caisses. A la clôture de l'exercice 1977, l'actif de The Co-operators s'élevait à \$481 millions, soit une augmentation de 24.6% par rapport à l'exercice précédent.

Co-operative Trust Company of Canada

Co-operative Trust Company of Canada appartient aux caisses et aux coopératives du Canada. Elle offre une foule de services financiers comme les prêts hypothécaires, les régimes enregistrés d'épargne-retraite et d'épargne-logement, les certificats de placements garantis et les contrats garantis à versements invariables en complément d'autres services fournis par les caisses d'épargne et de crédit et les coopératives. De plus, Co-operative Trust fournit des services immobiliers et testamentaires et elle est fortement engagée dans la mise en valeur et la gestion de propriétés immobilières.

Co-operative Trust a des agences immobilières et des bureaux de fiducie dans tous les grands centres du Canada. Fondée en 1952, elle a obtenu sa charte fédérale en 1967 et, à la fin de l'exercice 1977, elle gérait un actif supérieur à \$1 milliard.

Co-operative Superannuation Society

Co-operative Superannuation Society s'occupe de l'administration des caisses de retraite et offre des rentes en faveur des employés des organismes de caisses d'épargne et de crédit et des coopératives.

A la fin de l'exercice de 1977, le nombre de membres affiliés à la Co-operative Superannuation Society s'élevait à 10,336 employés, répartis dans 517 coopératives, caisses d'épargne et de crédit et organismes de caisses d'épargne et de crédit. Son actif actuel s'élève à \$76,500,784.

The Co-operative Superannuation Society

The Co-operative Superannuation Society provides pension fund administration and issues annuities to employees of credit union and co-operative organizations.

At year-end 1977, membership in the Superannuation Society included 10,336 employees from 517 co-operatives, credit unions, and credit union organizations. Its current assets are \$76,500,784.

CUMIS (Credit Union Members' Insurance Societies)

The CUMIS Life Insurance Society and CUMIS Insurance Society of the international CUNA Mutual Insurance Group were incorporated as Canadian companies in 1976. CUMIS offers credit unions, their employees, and their members a full range of insurance services, including loan protection, life savings, property, casualty, mortgage, salary continuance, and bonding insurances. In addition, CUMIS provides individual credit union members with various forms of life insurance, homeowner's, and tenant's insurance coverage.

At fiscal year-end 1977, invested assets of the Canadian operation totalled \$56 million, while coverage in force reached \$3.6 billion. Premium income was \$30 million for the same period.

U.S. Central Credit Union

U.S. Central Credit Union is the Society's American financial counterpart. Through reciprocal shareholdings and membership, the Society and U.S. Central have taken steps to provide one another with mutual financial support. In addition to providing banking services to state leagues, U.S. Central is primarily concerned with the national development of "share draft" services (cheques in Canada), credit/debit cards, mortgage loans, and direct deposit/pre-authorized payment programs for credit union members in the United States.

U.S. Central was organized in 1974 and now administers total assets of \$1.31 billion.



Head Office/Siège Social, Burlington, Ontario

La compagnie d'assurance-vie CUMIS

La compagnie d'assurance-vie CUMIS et la Société d'assurance CUMIS de la Société internationale mutuelle d'assurance CUNA ont été constituées en corporation au Canada en 1976. CUMIS offre aux caisses, à leurs employés et à leurs membres tout un éventail de services d'assurance, comme l'assurance protection des prêts, l'épargne-vie, l'assurance des biens, l'assurance accidents, l'assurance hypothécaire, l'assurance maintien du salaire et l'assurance de cautionnement. De plus, CUMIS offre aux particuliers, membres des caisses, diverses formes d'assurance-vie et d'assurance propriétaire et locataire.

À la clôture de l'exercice 1977, l'actif investi des établissements canadiens s'élevait à un total de \$56 millions, tandis que les assurances en vigueur atteignaient \$3.6 milliards. Le revenu des primes atteignait \$30 millions pour la même période.

U.S. Central Credit Union

U.S. Central Credit Union est l'homologue financier de la Société aux États-Unis. Grâce à des échanges d'actions et d'affiliations, la Société et l'U.S. Central ont pris des mesures pour se procurer mutuellement un appui financier. En plus des services bancaires offerts aux ligues d'États, l'U.S. Central s'occupe essentiellement de l'essor, à l'échelon national, des services de "share draft" (chèques au Canada), des cartes de crédit/débit, des prêts hypothécaires et programmes de procuration bancaire pour les membres des caisses aux États-Unis.

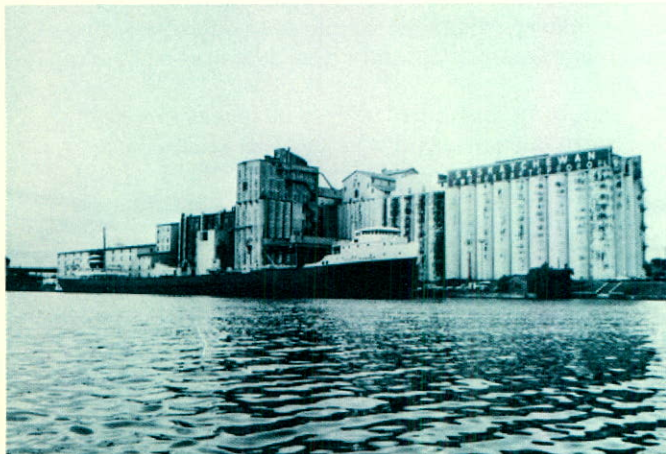
L'U.S. Central a été organisée en 1974, et gère aujourd'hui un actif total de \$1.31 milliard.

The Producer, Marketing and Consumer Co-operative Group

Producer, marketing and consumer co-operatives include seven major co-operatives, which are engaged in a broad range of activities. They are responsible for an impressive diversity of products: from basics such as food and vegetable oil grains to meats, fish, and lobster; from petroleum, lumber, and chemicals to poultry chicks and seeds; and from farm equipment to ice cream and yogurt. Their member-owners include Western grain and Ontario dairy farmers, fishermen from the Maritime Provinces, and Canadian consumers from coast to coast. All share a common link – the co-operatives that serve their economic interests.

This group shares membership in provincial credit union centrals and in the national financial organization. Through their integration with credit unions and financial co-operatives within the structure of the Society, member co-operatives will obtain access to increased investment opportunities and to other support services that will enhance their future development.

This section of the report provides basic information on the particular sphere of operations, membership, and status of each co-operative in the Society.



Thunder Bay, Ontario

Saskatchewan Wheat Pool

The Pool, as it is known by its 71,000 farmer-owners, provides a number of important services and facilities related to wheat production, handling, and marketing. Through the Saskatchewan Wheat Pool, prairie farmers own six terminal elevators at Thunder Bay and Vancouver, with a total capacity of 50 million bushels, to handle wheat deliveries from some 1,500 country elevators located throughout Saskatchewan.

Pool activities extend beyond wheat marketing. In 1977, the Pool handled 736,000 head of cattle and 132,000 sheep and hogs, in addition to a record handling of 343.5 million bushels of wheat – 65% of the province's production. The Pool Flour Mill operated on a twenty-four hour, seven-day-a-week basis during 1977 and achieved earnings of \$1.5 million on domestic and international sales of flour and wheat by-products.

Le groupe des coopératives de production, de vente et de consommation

Le groupe des coopératives de production, de vente et de consommation se compose de sept grandes coopératives qui participent à une large gamme d'activités et sont responsables d'une prodigieuse diversité de produits: des produits de base, comme les aliments et les oléagineux, aux viandes, au poisson et au homard; du pétrole, du bois de charpente et des produits chimiques aux poulets et aux graines et de l'équipement agricole à la crème glacée et au yogourt. Parmi les propriétaires membres figurent les cultivateurs de céréales de l'Ouest et les producteurs de lait de l'Ontario, les pêcheurs des provinces maritimes et les consommateurs canadiens d'un océan à l'autre du pays. Ils sont tous unis par un lien commun: les coopératives qui desservent leurs intérêts économiques.

Le groupe fait partie des centrales provinciales de caisses et de l'organisme financier national. L'intégration des coopératives membres aux caisses et aux coopératives financières dans le cadre de la Société leur permettra de jouir de possibilités accrues de placements et d'autres services de soutien qui renforceront leur évolution future.

Cette section du rapport fournit des renseignements fondamentaux sur la sphère particulière des opérations, de l'affiliation et du statut de chaque coopérative au sein de la Société.

Saskatchewan Wheat Pool

Le "Pool", tel qu'il est connu par ses 71,000 propriétaires exploitants, offre un nombre de services et aménagements importants connexes à la production, à la manutention et à la vente du blé. Dans le cadre de Saskatchewan Wheat Pool, les fermiers des Prairies possèdent à Thunder Bay et Vancouver, six silos terminaux d'une capacité totale de 50 millions de boisseaux qui reçoivent les livraisons de blé en provenance de quelque 1,500 silos disséminés dans toute la Saskatchewan.



The Pool also operates a Printing and Publishing Division whose *Western Producer* weekly has a circulation of 150,000 subscribers.

The Pool Farm Service Division makes retail sales to its members of such farm supply products as fertilizer, chemicals, and seed. This division had sales of \$61.6 million in 1977.

After more than half a century of service to its members, the Saskatchewan Wheat Pool has assets of \$356 million, including more than \$80 million in fixed assets, and \$114 million in members' equity.



United Co-operatives of Ontario Head Office – *Siège Social*

United Co-operatives of Ontario

United Co-operatives of Ontario (UCO) is the largest farm supply and marketing co-operative in Ontario. In existence since 1914, UCO markets farm supplies, consumer goods, and services to 45,000 members and fifty co-operative organizations throughout the province. Products include hardware, fertilizers, and petroleum. In addition to producing seed and poultry chicks, UCO is the largest single marketer of slaughter and replacement cattle at the Ontario Livestock yards, and it markets poultry through its "Tend-R-Fresh" processing plant. In addition, the co-operative markets 35% of Ontario's cash grain crops.

UCO handles some 10,000 products, and in 1977 sales totalled more than \$300 million. In its capacity as manufacturer, wholesaler, distributor, and retailer, the co-operative fulfills an important role in the economy of rural Ontario.

Les activités du Pool sont plus vastes que la simple commercialisation du blé. En 1977, le Pool s'est occupé de 736,000 têtes de bétail et de 132,000 moutons et porcs en plus de la manutention record de 343.5 millions de boisseaux de blé, soit 65% de la production de la province. Le Pool Flour Mill a fonctionné vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours par semaine en 1977 et a réalisé des bénéfices de \$1.5 million sur les ventes intérieures et internationales de farine et de produits dérivés du blé.

Le Pool gère également une division d'impression et de publication dont l'organe hebdomadaire *Western Producer* est distribué à 150,000 abonnés.

La division des services fermiers du Pool détaille à ses membres des produits agricoles comme les engrais, les produits chimiques et les graines. Cette division a réalisé un chiffre d'affaires de \$61.6 millions en 1977.

Saskatchewan Wheat Pool, après avoir desservi ses membres pendant plus de cinquante ans, a un actif de \$356 millions, parmi lesquels plus de \$80 millions en immobilisations et \$114 millions en avoir appartenant aux membres.

United Co-operatives of Ontario

United Co-operatives of Ontario (UCO) est la plus grande coopérative agricole d'approvisionnement et de vente en Ontario. Depuis sa fondation en 1914, UCO commercialise des produits fermiers, des biens de consommation et des services à 45,000 membres et à cinquante organismes coopératifs répartis dans toute la province. Parmi ces produits, citons la quincaillerie, les engrais et le pétrole. UCO qui produit des graines et des poulets est également de la plus grande commercialisatrice d'animaux de boucherie et d'élevage dans les bourses du bétail de l'Ontario et elle vend des volailles par l'intermédiaire de son usine de transformation "Tend-R-Fresh". De plus, la coopérative commercialise 35% des récoltes de grains de l'Ontario.

UCO s'occupe de quelque 10,000 produits et en 1977 son chiffre d'affaires a atteint un total de plus de \$300 millions. Cette coopérative qui fait office de fabricant, grossiste, distributeur et détaillant joue un rôle important dans l'économie des régions rurales de l'Ontario.

Federated Co-operatives Limited

Federated Co-operatives Limited (FCL) est une compagnie diversifiée de fabrication et de gros qui appartient à 435 coopératives de détail de la pointe des grands lacs au Pacifique. FCL est une entreprise relativement grande. Ses débouchés au détail desservent environ 777,000 consommateurs dans 600 communautés. La capacité de la FCL en tant que fournisseur principal de ces coopératives locales est renforcée par des services auxiliaires comme la supervision de gestion, la formation du personnel, la publicité, les programmes informatisés de

Federated Co-operatives Limited

Federated Co-operatives Limited (FCL) is a diversified wholesaling and manufacturing company owned by 435 retail co-operatives from the Lakehead to the Pacific. By any yardstick, FCL is a major concern. Its retail outlets serve some 777,000 consumers in 600 communities. FCL's capacity as principal supplier to these local co-operatives is enhanced by ancillary services such as management supervision, staff training, advertising, computerized retail accounting programs, and a Retail Development Department, which is responsible for the planning, design, and construction of more than 800,000 square feet of space annually.

FCL supplies food, petroleum, hardware, building materials, crop supplies, animal and poultry feeds, drugs, and dry goods throughout Western Canada. Its manufacturing facilities include the only fully Canadian-owned petroleum refinery, Consumer's Co-operative Refineries Limited in Regina. The refinery has a daily crude oil capacity of 50,000 barrels. Other operational highlights include:

- A lumber mill and plywood plant in Canoe, British Columbia
- A Manufactured Homes Plant in Lanigan, Saskatchewan
- Several animal and poultry feed mills
- A fleet of 421 vans, tankers, and delivery vehicles
- Western Co-operative Fertilizers Limited, whose ownership is shared by FCL and the three prairie wheat pools
- Six modern warehouses with 41.3 acres of enclosed warehouse space

The FCL retail network employs 11,000 persons and has total assets of \$425 million. In 1977, retail sales for the FCL system exceeded \$1 billion.



comptabilité au détail et un service d'expansion du détail responsable de la planification, de la conception et de la construction d'une superficie de plus de 800,000 pieds carrés annuellement.

FCL fournit des aliments, du pétrole, des produits de quincaillerie, des matériaux de construction, des récoltes, des fourrages pour les animaux et la volaille, des médicaments et du linge de maison dans tout l'Ouest canadien. Parmi ses usines de fabrication, citons la raffinerie de pétrole entièrement entre des mains canadiennes, Consumer's Co-operative Refineries Limited à Regina. La raffinerie a une capacité quotidienne de raffinage du pétrole brut de 50,000 barils. Parmi les autres faits saillants de cette exploitation, citons:

- une scierie et une usine de contre-plaqué à Canoe, Colombie-Britannique
- une usine de maisons préfabriquées à Lanigan, Saskatchewan
- plusieurs usines de fourrage pour animaux et volailles
- un parc de 421 camionnettes, camions-citernes et véhicules de livraison
- Western Co-operative Fertilizers Limited, entre les mains de FCL et les trois Wheat Pools des Prairies
- six entrepôts couverts modernes d'une superficie de 41.3 acres.

Le réseau de détail de FCL emploie 11,000 personnes et a un actif total de \$425 millions. En 1977, le chiffre d'affaires au détail du système FCL a dépassé \$1 milliard.

Canadian Co-operative Implements Limited

Co-operative Implements (CI) est la seule coopérative de fabrication de machines agricoles du monde occidental. Fondée en 1944, elle dessert aujourd'hui 94,000 fermiers membres dans les provinces des Prairies et le district de Peace River en C.-B.

La plus grande partie de l'équipement mécanique, de labour et de moisson de CI est fabriquée dans une usine moderne de Winnipeg tandis que les autres articles spécialisés sont importés des Etats-Unis et d'Europe pour être commercialisés par un réseau de distribution dans les Prairies.

Canadian Co-operative Implements Limited

Co-operative Implements (CI) is the only farm machinery manufacturing co-operative in the western world. Founded in 1944, it now serves 94,000 farmer-members throughout the Prairie Provinces and the B.C. Peace River District.

Most of CI's power, tillage, and harvesting equipment is produced in a modern Winnipeg factory, while other specialty items are imported from the United States and Europe for marketing through a network of prairie distribution outlets.

Canadian Co-operative Implements' sales of cereal grain farming equipment were reported at \$65.5 million in 1977, while its assets totalled \$56.8 million.

United Maritime Fishermen

Founded in 1930 as a federation of local inshore fishermen's co-operatives, United Maritime Fishermen (UMF) now serves more than 2,500 members of thirty-two local organizations throughout the Maritime Provinces, Newfoundland, and the Magdalen Islands. UMF operates a number of canning, freezing, and drying facilities along with fresh fish and live lobster processing facilities through which member fishermen can obtain equitable prices for their products and share in the profits resulting from related processing and marketing activities.

In addition to marketing some twenty species of fish and shellfish in Canada, the United States, Japan, the West Indies, and Europe, UMF also provides members with a complete line of vocational supplies. The total sales volume of United Maritime Fishermen exceeded \$33 million in 1977.

Lameque, New Brunswick/Nouveau Brunswick



Le chiffre d'affaires de l'équipement agricole de céréales de Canadian Co-operative Implements s'est élevé à \$65.5 millions en 1977 tandis que son actif a atteint \$56.8 millions.

Pêcheurs Unis des Maritimes

Pêcheurs Unis des Maritimes (PUM), fédération des coopératives de pêcheurs locaux, fondée en 1930, dessert aujourd'hui plus de 2,500 membres répartis dans trente-deux organismes locaux dans les provinces maritimes, Terre-Neuve et les Iles-de-la-Madeleine. La PUM exploite un certain nombre de conserveries, d'aménagements de congélation et de séchage ainsi que des usines de transformation du poisson frais et de homards vivants par l'intermédiaire desquels les pêcheurs membres peuvent obtenir des prix équitables pour leurs produits et participer aux bénéfices résultant des activités connexes à la transformation et à la commercialisation.

La PUM qui commercialise quelque vingt espèces de poissons et de crustacés au Canada, aux Etats-Unis, au Japon, aux Antilles et en Europe fournit également à ses membres une gamme complète de fournitures professionnelles. Le chiffre d'affaires total de Pêcheurs Unis des Maritimes a dépassé \$33 millions en 1977.

Maritime Co-operative Services

Maritime Co-operative Services (MCS) a d'immenses exploitations de vente en gros qui approvisionnent quelque 190 coopératives urbaines et rurales d'épicerie et de quincaillerie au détail réparties dans l'ensemble des provinces maritimes. Comme son homologue de l'Ouest, FCL, MCS offre un soutien technique à ses coopératives de consommation en ce qui concerne la gestion, la planification des ventes et l'administration financière et immobilière.

Maritime Co-operative Services

Maritime Co-operative Services (MCS) has extensive wholesale operations in support of some 190 urban and rural retail grocery and hardware co-operatives distributed throughout the Maritime Provinces. Like its Western counterpart, FCL, MCS provides technical support related to management, sales planning, and financial and property administration to its consumer co-operative outlets.

MCS has also undertaken a number of initiatives in property development through its wholly owned subsidiary, Atlantic Peoples Housing Limited. More than 300 acres of land acquired at six locations in the Moncton and Salisbury areas are in various stages of development, including a 272-unit apartment building for adults on a fixed income. Through this activity and that of the Harbour Homes and Building Supplies plants at Moncton and Sydney, MCS has contributed significantly to the provision of housing in the Maritimes.

Maritime Co-operative Services has assets of some \$32 million and in 1977 reported total sales of \$120 million.

Gay Lea Foods Co-operative Limited

A dairy marketing co-operative, Gay Lea Foods operates four processing plants in Ontario on behalf of its 3,600 dairy-farmer owners. In addition to processing milk powder, dessert toppings, soft ice-cream mix, yogurt, cheese, and butter, Gay Lea also manufactures margarine, salad oils, and salad dressings. Through its Food Services Division, the co-operative markets a complete line of meats, fish, vegetables, and ready foods to restaurants and institutional clients. Ontario consumers in particular have come to recognize the consistently high quality of Gay Lea's products.

In 1977, Gay Lea's twentieth year of operation, shareholder equity grew to \$6.8 million while sales exceeded \$90 million.

MCS a également lancé un certain nombre d'initiatives de promotion immobilière par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, Atlantic Peoples Housing Limited. Plus de 300 acres de terrain ont été acquises à six endroits dans les régions de Moncton et de Salisbury et les travaux sont à divers stades d'avancement ; citons, entre autres, un immeuble de 272 appartements pour adultes jouissant d'un revenu fixe. Ces activités ainsi que celles des usines de Harbour Homes and Building Supplies à Moncton et Sydney ont permis à MCS de contribuer largement à la construction de logements dans les Maritimes.

Maritimes Co-operative Services a un actif d'environ \$32 millions et en 1977 son chiffre d'affaires total s'est élevé à \$120 millions.

Gay Lea Foods Co-operative Limited

Gay Lea Foods, coopérative laitière de vente, exploite quatre usines de transformation en Ontario pour le compte de ses 3,600 propriétaires producteurs de lait. Gay Lea transforme non seulement le lait en poudre, les garnitures à desserts, le mélange à crème glacée molle, le yogourt, le fromage et le beurre, mais fabrique aussi la margarine, les huiles à salade et les sauces à salade. La division des services alimentaires de la coopérative vend une gamme complète de viandes, poissons, légumes et aliments tout préparés aux restaurants et aux collectivités. Les consommateurs de l'Ontario en particulier reconnaissent la qualité très élevée des produits Gay Lea.

En 1977, vingtième année d'exploitation de Gay Lea, l'avoir des actionnaires a atteint le chiffre de \$6.8 millions tandis que le chiffre d'affaires a dépassé \$90 millions.

FINANCIAL STATEMENTS
ÉTATS FINANCIERS
1977

Combined balance sheet

As at December 31, 1977

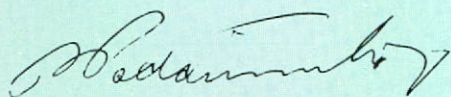
(with comparative amounts as at December 31, 1976)

Bilan cumulatif

au 31 décembre 1977

(avec chiffres comparatifs au 31 décembre 1976)

	1977	1976	
Assets			Actif
Cash	\$ 50,833	\$ 59,368	Encaisse
Share subscriptions receivable (note 7)	4,250,000	—	Souscriptions d'actions à recevoir (note 7)
Securities (notes 3 and 6)	253,202,723	30,820,484	Placements (notes 3 et 6)
Loans (note 4)	13,330,241	23,300,000	Prêts (note 4)
Accrued interest and other receivables	3,874,131	699,040	Intérêts courus et autres montants à recevoir
Supplies for sale and prepaid expenses	36,257	69,711	Fournitures à vendre et frais payés d'avance
Furniture and equipment (note 5)	20,732	8,716	Mobilier et agencement (note 5)
	\$274,764,917	\$ 54,957,319	
Liabilities			Passif
Due to banks and brokers (note 6)	\$ 65,909,422	\$ —	Sommes dues aux banques et aux courtiers (note 6)
Deposits and loans from members	86,162,000	33,324,000	Dépôts et emprunts dûs aux membres
Deposits on shares not allotted (note 7)	—	1,851,000	Dépôts sur actions non attribuées (note 7)
Unexpended project assessments	163,745	267,916	Reliquat de cotisations pour projets
Accrued interest and other liabilities	717,198	349,876	Intérêts courus et autres éléments de passif
	152,952,365	35,792,792	
Shareholders' Equity			Avoir des actionnaires
Share capital (note 7)	120,965,000	18,005,000	Capital-actions (note 7)
Guarantee fund	370,000	370,000	Fonds de garanti
Retained earnings	477,552	789,527	Bénéfices non répartis
	121,812,552	19,164,527	
	\$274,764,917	\$ 54,957,319	



Peter P. Podovnikoff
Chairman of the Board
Le président du conseil



C. P. Hansen
Vice-Chairman of the Board
Le vice-président du conseil

Combined statement of operations

For the year ended December 31, 1977

(with comparative amounts for the year ended December 31, 1976)

Etat cumulatif d'opérations

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1977

(avec chiffres comparatifs au 31 décembre 1976)

	1977	1976	
Income			Revenus
Interest from loans	\$ 536,516	\$ 77,019	Intérêts sur prêts
Income from securities	11,535,492	1,796,409	Revenus de placements
Membership dues	479,144	443,880	Cotisations des membres
Special project contributions	198,034	178,196	Contributions projets spéciaux
Gross margin from sale of supplies	104,352	112,413	Bénéfices réalisés sur ventes de fournitures
Administration fees, rentals and other	20,521	24,957	Honoraires de gestion, loyers et divers
	12,874,059	2,632,874	
Expenses			Dépenses
Interest	9,542,789	1,063,077	Intérêts
Salaries, travel and staff benefits	450,154	312,793	Salaires, frais de déplacements et avantages sociaux
Premises expenses (note 5)	49,200	43,251	Frais des locaux (note 5)
Dues to World Council	47,914	44,396	Cotization au Conseil Mondial
Other operating expenses	503,561	445,431	Autres dépenses d'opérations
	10,593,618	1,908,948	
Net income for the year (note 8)	\$ 2,280,441	\$ 723,926	Revenu net de l'exercice (note 8)

Auditors' report

To the Shareholders and Members of
The Canadian Co-operative Credit Society Limited
and National Association of Canadian Credit Unions

We have examined the combined balance sheet of The Canadian Co-operative Credit Society Limited and National Association of Canadian Credit Unions as at December 31, 1977 and the statements of operations, retained earnings, guarantee fund and changes in financial position for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these combined financial statements present fairly the financial position of the organizations as at December 31, 1977 and the results of their operations and the changes in their financial position for the year then ended in accordance with the basis of accounting described in note 1, applied consistently with that of the preceding year.

These combined financial statements have been prepared for the purpose described in note 1. We have also reported separately on the financial statements of each of the two organizations.

Toronto, Canada
February 14, 1978

Ward, Mallette & Co.
Chartered Accountants

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires et aux membres de
The Canadian Co-operative Credit Society Limited
et de l'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes

Nous avons vérifié le bilan cumulatif de The Canadian Co-operative Credit Society Limited et de l'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes au 31 décembre 1977 ainsi que les états d'opérations, des bénéfices non répartis, du fonds de garanti et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers cumulatifs présentent fidèlement la situation financière des entreprises au 31 décembre 1977 ainsi que les résultats et l'évolution de leur situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus décrits à la note 1, lesquels ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Ces états financiers cumulatifs ont été préparés selon les buts décrits à la note 1. Nous avons également présentés un rapport séparément sur les états financiers des deux entreprises.

Toronto, Canada
14 février 1978

Ward, Mallette & Co.
Comptables agréés

Combined statements of guarantee fund and retained earnings

For the year ended December 31, 1977
(with comparative amounts for the year ended December 31, 1976)

Etat cumulatif du fonds de garanti et des bénéfices non repartis

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1977
(avec chiffres comparatifs pour l'exercice terminé le 31 décembre 1976)

	1977	1976	
Guarantee fund			Fonds de garanti
Balance at beginning of year	\$ 370,000	\$ 295,000	Solde au début de l'exercice
Add transfer from retained earnings	—	75,000	Ajouter transfert des bénéfices non répartis
Balance at end of year	\$ 370,000	\$ 370,000	Solde à la fin de l'exercice
Retained earnings			Bénéfices non repartis
Balance at beginning of year	\$ 789,527	\$ 245,015	Solde au début de l'exercice
Add net income for the year	2,280,441	723,926	Ajouter revenu net de l'exercice
	3,069,968	968,941	
Deduct transfer to guarantee fund	—	75,000	Déduire transfert au Fonds de garanti
Balance before deduction of dividends	3,069,968	893,941	Solde avant déduction des dividendes
Deduct dividends			Déduire dividendes
For 1975 (10%)	—	104,414	Pour 1975 (10%)
For 1976 (10%)	604,931	—	Pour 1976 (10%)
For 1977 (8%)	1,987,485	—	Pour 1977 (8%)
	2,592,416	104,414	
Balance at end of year	\$ 477,552	\$ 789,527	Solde à la fin de l'exercice

Notes to the combined financial statements

For the year ended December 31, 1977

1. Purpose and accounting basis used for these financial statements

Canadian Co-operative Credit Society and National Association of Canadian Credit Unions are separate legal entities but are owned by substantially the same group of shareholders and members and are operated under the same board of directors and management. Since January 1, 1978 all major service functions previously provided by National Association of Canadian Credit Unions are being provided by The Canadian Co-operative Credit Society.

These financial statements have been prepared for the purpose of presenting to the shareholders and members and to interested third parties the combined financial position and the combined results of operations of the two related organizations after elimination of all inter-organization balances and transactions.

2. Summary of other significant accounting policies

a. Accounting for securities

Bonds, debentures, notes and mortgages are carried at amortized cost whereby purchase discounts and premiums are amortized to operations over the term to maturity. Stocks are carried at cost irrespective of whether or not quoted market values are less than such carrying value. No allowance for losses is provided unless there is considered to be a permanent decline in market value.

Gains and losses on disposal of securities are included in income from securities.

b. Accounting for furniture and equipment

All items of furniture and equipment are stated at historical cost. Depreciation is provided on the straight-line method over five years.

Notes afférentes aux états financiers cumulatifs

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 1977

1. Buts et conventions comptables utilisés à la préparation de ces états financiers

The Canadian Co-operative Credit Society Limited et l'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes sont des entités juridiques distinctes bien que substantiellement détenues par les mêmes actionnaires et membres et sont dirigées par le même conseil d'administration et la même direction. Depuis le 1er janvier 1978, puisque tous les services essentiels qui étaient autrefois fournis par l'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes le sont maintenant par The Canadian Co-operative Credit Society Limited.

Ces états financiers ont été préparés afin de présenter aux actionnaires, aux membres et aux tiers un état cumulé des finances et des opérations des deux entreprises après éliminations des transactions et des soldes inter-entreprises.

2. Sommaires d'énoncés comptables importants

a. Traitement comptable des placements

Les obligations, débentures, billets et hypothèques sont comptabilisés au coût amorti où les escomptes ou primes sont imputés aux opérations jusqu'à échéance. Les actions sont inscrites au coût indépendamment que la valeur marchande en soit moindre. Aucune provision pour pertes n'est comptabilisée à moins de certitude d'une baisse continue de la valeur marchande.

Les gains ou pertes réalisés lors de la vente des placements font parties du revenu des placements.

b. Traitement comptable du mobilier et de l'agencement

Le mobilier et l'agencement sont inscrits au coût. L'amortissement est calculé en ligne droite et est réparti sur une durée de cinq exercices.

3. Securities

See note 2(a) for details of accounting policies.

	1977		1976	
	Stated value	Market value	Stated value	Market value
Government of Canada bonds	\$ 42,925,023	\$ 42,729,182	\$14,212,853	\$14,633,019
Provincial or provincially guaranteed bonds	9,041,944	8,979,591	1,686,384	1,622,659
Chartered bank notes (note 6)	153,418,783	153,450,471	6,000,000	6,000,000
Mortgages	7,000,000	7,000,000	569,607	569,607
Corporate debentures and notes	40,331,681	40,356,798	8,084,785	8,014,650
	252,717,431	252,516,042	30,553,629	30,839,935
Corporate stocks	485,292	401,439	266,855	230,502
Total	\$253,202,723	\$252,917,481	\$30,820,484	\$31,070,437

4. Loans

	1977	1976
To members – secured by floating charge debentures including assignments of book debts	\$13,080,000	\$23,300,000
To employees – secured by mortgage on real property or promissory notes	250,241	—
	\$13,330,241	\$23,300,000

5. Furniture and equipment

See note 2(b) for details of accounting policies.

	1977	1976
Furniture and equipment, at cost	\$47,747	\$29,127
Accumulated depreciation	27,015	20,411
Net depreciated amount	\$20,732	\$ 8,716
Depreciation charged to operations in the year	\$ 6,604	\$ 2,880

6. Assets pledged

Included in securities are chartered bank notes with a stated value of \$59,970,675 which are pledged by Canadian Co-operative Credit Society Limited against its loan owing to a broker.

7. Share capital

The share capital is in respect of Canadian Co-operative Credit Society. Details of share capital authorized and issued are:

	Number of shares		Amount	
	1977	1976	1977	1976
Authorized				
Common shares of \$100 par value each	1,500,000	1,500,000	\$150,000,000	\$150,000,000
Issued				
Common shares	1,209,650	180,050	\$120,965,000	\$ 18,005,000

During 1977 shares were issued as follows:

- 18,510 shares for \$1,851,000 cash which had been received in previous years but for which shares had not been allotted.
- 1,011,090 shares for \$101,109,000 cash of which \$4,250,000 was not received until January 1978.

3. Placements

Voir note 2(a) pour le traitement comptable

	1977		1976	
	Valeur comptable	Valeur marchande	Valeur comptable	Valeur marchande
Obligations Gouvernement du Canada	\$ 42,925,023	\$ 42,729,182	\$14,212,853	\$14,633,019
Obligations de la province ou garanti par la province	9,041,944	8,979,591	1,686,384	1,622,659
Certificats de dépôts de banques à charte (note 6)	153,418,783	153,450,471	6,000,000	6,000,000
Hypothèques	7,000,000	7,000,000	569,607	569,607
Débitures et billets de compagnies	40,331,681	40,356,798	8,084,785	8,014,650
	252,717,431	252,516,042	30,553,629	30,839,935
Actions de compagnies	485,292	401,439	266,855	230,502
Total	\$253,202,723	\$252,917,481	\$30,820,484	\$31,070,437

4. Prêts

	1977	1976
Aux membres – garantis par une charge flottante et un transport de créances	\$13,080,000	\$23,300,000
Aux employés – garantis par hypothèques ou billets	250,241	—
	\$13,330,241	\$23,300,000

5. Mobilier et agencement

Voir note 2(b) pour le traitement comptable

	1977	1976
Mobilier et agencement – au coût	\$47,747	\$29,127
Amortissement accumulé	27,015	20,411
Valeur nette amortie	\$20,732	\$ 8,716
Amortissement inscrit aux opérations de l'exercice	\$ 6,604	\$ 2,880

6. Actif nanti

Une partie des placements est composée de certificats de dépôts de banques à charte d'une valeur de \$59,970,675 nantis auprès d'un courtier pour couvrir l'emprunt consenti à The Canadian Co-operative Credit Society Limited.

7. Capital-actions

Le capital-actions concerne The Canadian Co-operative Credit Society Limited. Le capital-actions autorisé et émis est composé de:

	Nombre d'actions		Montant	
	1977	1976	1977	1976
Autorisé				
Actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune	1,500,000	1,500,000	\$150,000,000	\$150,000,000
Emis				
Actions ordinaires	1,209,650	180,050	\$120,965,000	\$ 18,005,000

Voici le détail des actions émises au cours de 1977:

- 18,510 actions pour un montant comptant de \$1,851,000 encaissés au cours des exercices précédents pour des actions qui n'avaient pas été attribuées.
- 1,011,090 actions pour un montant comptant de \$101,109,000 dont \$4,250,000 ont été encaissés au cours de janvier 1978.

8. Income taxes

With respect to the net income of Canadian Co-operative Credit Society no income taxes are payable on the assumption that in calculating its taxable income the society is able to claim deductions for dividends to be paid in respect of the year and for increases in allowances for losses on loans and investments in sufficient amounts to offset the reported net income for the year.

With respect to the net income of National Association of Canadian Credit Unions no income taxes are payable because the association is exempted from income tax by virtue of being a non-profit organization from which no part of the income is payable to or is available for the personal benefit of any member.

9. Commitment under lease

Pursuant to a lease which expires on January 31, 1981, National Association of Canadian Credit Unions is committed to pay a rental of \$19,822 per year for the premises which are presently occupied by the two organizations.

8. Impôts

Le revenu net de The Canadian Co-operative Credit Society Limited n'entraîne aucun impôt à payer étant donné qu'il n'y a pas de revenu imposable car la Society réclame des déductions pour dividendes à payer et à cause de l'augmentation de la provision pour pertes de prêts et placements en montant suffisant pour éliminer le revenu net de l'exercice.

Le revenu net de l'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes n'est pas imposable car l'Association en est exemptée étant donné son caractère à but non lucratif et dont aucune partie du revenu est payable ou accessible au bénéfice personnel de ses membres.

9. Engagement résultant d'un bail

L'Association Nationale des Caisses d'Economie Canadiennes a signé un bail échéant le 31 janvier 1981, dont le loyer annuel est établi à \$19,822 pour un local logeant les deux entreprises.

International activities

The Society is the Canadian member of the World Council of Credit Unions (WOCCU). With three directors on the WOCCU Board, the Society is entitled to name seven delegates to the triennial Congress of WOCCU, which meets next in Sydney, Australia in 1979.

In 1976 the Society entered into a joint agreement with La Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins and the African Co-operative Savings and Credit Association (ACOSCA) to provide technical and development assistance to ACOSCA and its member African organizations. This specific budget of \$2.63 million is funded entirely by the Canadian International Development Agency (CIDA), an agency of the federal government; and it provides for the establishment of training centres and the supply of educational and developmental materials. Special emphasis is placed on francophone and anglophone co-ordination as part of ACOSCA's five-year development plan. Results to date have been encouraging, particularly with respect to the rapid growth of the previously very small African caisse populaire movement.

ACOSCA will celebrate its tenth anniversary in August 1978. A week-long series of high-level conferences, seminars, and other meetings will bring together several hundred delegates and visitors from ACOSCA's membership, governments, donor agencies, and other credit union confederations, including the WOCCU Board of Directors.

Because of the high degree of interest and involvement of Canadian credit unions and provincial centrals, the Society has contributed to the cost of writing a comprehensive book and production of a film depicting the growth and development of credit unions in Africa. The film will be available later this year for showing across Canada. Other projects include financial assistance to credit union development projects in Korea, Thailand, the Caribbean, and Uruguay.

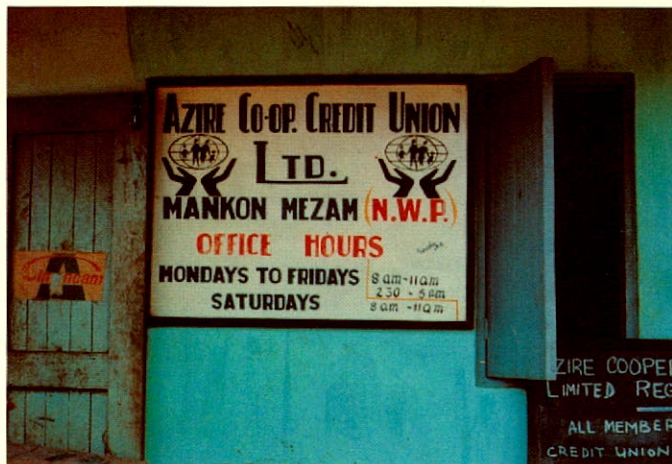


Asian Credit Union (ACCU)

Activités internationales

La Société est le membre canadien du Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit (CMCEC) et trois de ses administrateurs siègent au conseil d'administration du CMCEC. La Société a le droit de nommer sept délégués au congrès triennal du CMCEC dont la prochaine assemblée aura lieu à Sydney, Australie, en 1979.

En 1976, la Société a conclu un accord avec la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins et l'Association des coopératives d'épargne et de crédit d'Afrique (ACECA) en vue de fournir une aide technique et de développement à l'ACECA et à ses organismes africains membres. Ce budget particulier, soit \$2.63 millions, est financé intégralement par l'Association canadienne de développement international (ACDI) qui dépend du gouvernement fédéral et se charge de la mise en place de centres de formation et de la fourniture de supports éducatifs et de développement. On met tout spécialement l'accent sur la collaboration francophone et anglophone dans le cadre du plan de développement quinquennal de l'ACECA. Les résultats obtenus jusqu'à



Azire Credit Union Bamenda, Cameroon

présent sont encourageants, particulièrement en ce qui concerne la rapidité de la croissance du mouvement des caisses populaires africaines qui autrefois était insignifiant.

L'ACECA fêtera son dixième anniversaire en août 1978. Une série de conférences, séminaires et autres réunions de haut niveau qui durera une semaine rassemblera plusieurs centaines de délégués et visiteurs qui sont membres des gouvernements, des agences donatrices et d'autres confédérations de caisses de l'ACECA parmi lesquels le conseil d'administration du CMCEC.

Vu l'intérêt et l'engagement marqués des caisses et des centrales provinciales canadiennes, la Société a versé une contribution pour la rédaction d'un recueil d'ensemble et la production d'un film présentant la croissance et le développement des caisses en Afrique. Le film sera disponible vers la fin de l'année et sera présenté dans tout le Canada. Parmi les autres projets, figure l'aide financière aux projets de développement des caisses en Corée, en Thaïlande, aux Caraïbes et en Uruguay.



Edmond Beaudry, Society Advisor to ACOSCA/Lome, Togo
Conseiller Technique à L'ACECA

To increase the effectiveness of Canadian efforts in the Third World towards the expansion of credit unions and other co-operatives, the Canadian system has worked closely with the Co-operative Development Foundation in recent years. The Foundation, a fully registered charitable institution, is currently administered by the Board of the Co-operative Union of Canada. The Foundation has undergone a thorough review and will be restructured in the near future to provide for a more effective administrative and co-ordinating function to handle Canadian credit union and co-operative contributions. During recent months, a joint committee consisting of representatives from the Co-operative Union of Canada, The Canadian Co-operative Credit Society, and Le Conseil Canadien de la Coopération has met with CIDA to initiate a block funding program. The program is expected to strengthen the institutional capability for planning, designing, administering, and evaluating credit union and co-operative programs in less developed countries, with special emphasis on production credit programs and agricultural development programs. It appears that CIDA will accept proposals for such a block funding program, and a budget for 1978 in the amount of \$1.2 million has been submitted to the Agency for approval.

The Chief Executive Officer of the Society is serving on a special International Credit Union Financial Systems Committee, which is formulating an interlending program between developed countries and a second committee involved in the exchange of funds between developed and developing countries.

Afin de rentabiliser les efforts canadiens qui visent à l'essor des caisses et autres coopératives dans les pays du Tiers Monde, le système canadien a travaillé en étroite collaboration avec Co-operative Development Foundation au cours des dernières années. La Foundation, oeuvre de charité canadienne enregistrée, est actuellement administrée par le conseil d'administration de Co-operative Union of Canada. La Foundation a subi un examen approfondi et sera restructurée dans un avenir proche en vue d'améliorer sa fonction d'administration et de coordination pour gérer les contributions des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives canadiennes. Au cours des derniers mois, un comité mixte composé de représentants de Co-operative Union of Canada, de The Canadian Co-operative Credit Society et du Conseil Canadien de la Coopération a rencontré l'ACDI afin de mettre en place un programme de financement groupé. Ce programme devrait renforcer la capacité institutionnelle pour planifier, concevoir, administrer et évaluer les programmes de caisses d'épargne et de crédit et de coopératives dans les pays en voie de développement, en mettant l'accent spécialement sur les programmes de



Rose Potvin, Society Advisor to ACOSCA
Conseillère Technique à L'ACECA

crédit à la production et les programmes de développement agricole. Il semble que l'ACDI adoptera ce programme de financement groupé et le budget pour 1978, d'un montant de \$1.2 million, a été soumis à l'approbation de l'Association.

Le chef de la direction de la Société fait partie d'un comité international spécial des systèmes financiers de caisses d'épargne et de crédit qui met au point un programme de prêts mutuels entre les pays avancés et d'un second comité qui s'occupe de l'échange de fonds entre les pays avancés et les pays en voie de développement.

Achievements . . . and Goals

The economy in 1977

The performance of the Canadian economy during 1977 can at best be described as anemic. It is expected that final real Gross National Product growth will approximate +2.0% as compared with +4.9% for 1976. This under-performance was attributable to restrained consumer spending and weak capital investment. Residential construction declined significantly during the year and housing inventories grew, reflecting the generally slack nature of the economy.

The major source of economic strength was the merchandise export sector, as stronger economies in the United States, Japan, and Western Europe enhanced Canada's export sales. Despite these increased sales, the current account deficit continued to increase, basically as a result of a continuing unfavourable balance on the travel account and further growth in interest payments on Canadian foreign debt.

The slower growth in the Canadian economy contributed to rising unemployment, which increased to 8.5% in December 1977 from 7.5% a year earlier. Concurrently, inflation continued to be a major problem. The Consumer Price Index at December 1977 indicated an increase of 9.5% over prices at year-end 1976.

During most of 1977, the federal government's fiscal policy was very conservative, and monetary policy was neutral. The Bank of Canada continued to maintain the rate of growth of monetary aggregates (M_1) within a prescribed target range, adjusting this range as required and raising or reducing interest rates accordingly. On a number of occasions during the year, the Governor of the Bank of Canada reiterated the Bank's resolve to fight inflation by gradually reducing the rate of growth of money supply to 5%. The current target range for M_1 growth is 7% to 11% on a June 1977 base, this being a small reduction introduced in 1977. Throughout most of the year, short-term interest rates fluctuated between 7% and 7½%. Long-term rates moved gradually downward until September, when a gentle upswing began. By year-end, long-term bond rates were 0.25 basis points higher than in December 1976.

The Canadian credit union system remained very liquid throughout 1977. Despite restraint in consumer spending, credit unions continued to show accelerated growth in personal loans, as well as deposits. The effects of the decline in residential construction and a concomitant reduction in mortgage demand began to be felt more severely in the latter months of the year. All in all, 1977 was a year of consolidation – a year in which liquidity was maintained in anticipation of increased demand in 1978.

Réalisations . . . et buts

L'économie en 1977

Le comportement de l'économie canadienne en 1977 a été plutôt léthargique. On s'attend à ce que le produit national brut en valeur constante croisse d'approximativement 2.0% par rapport à 4.9% en 1976. Cette performance médiocre est due aux compressions des dépenses à la consommation et à la faiblesse des investissements en immobilisations. La construction domiciliaire a décliné considérablement au cours de l'exercice et les stocks d'habitations ont augmenté, ce qui reflète bien la langueur générale de l'économie.

Le secteur de l'exportation des marchandises a été la source principale de vigueur économique car les économies plus vigoureuses des États-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale ont renforcé les ventes à l'exportation du Canada. En dépit de l'accroissement de ces ventes, le déficit des comptes courants a continué à se creuser foncièrement par suite du déséquilibre continuellement défavorable au poste du tourisme et de l'augmentation accrue des paiements d'intérêts sur la dette canadienne envers l'étranger.

Le ralentissement de la croissance économique canadienne a contribué à la hausse du chômage de 7.5% l'année dernière à 8.5% en décembre 1977. Simultanément, l'inflation a continué d'être au centre des préoccupations. L'indice des prix à la consommation en décembre 1977 accusait une augmentation de 9.5% par rapport aux prix à la fin de l'année 1976.

Pendant la plus grande partie de 1977, la politique financière du gouvernement fédéral a suivi une ligne très conservatrice et la politique monétaire est restée neutre. La Banque du Canada a continué à cantonner le taux de croissance de la masse monétaire (M_1) dans la fourchette qu'elle s'était fixée en l'ajustant, le cas échéant, et en relevant ou en abaissant les taux d'intérêt en conséquence. À plusieurs reprises au cours de l'année, le gouverneur de la Banque du Canada a réaffirmé la résolution de la Banque à lutter contre l'inflation en réduisant graduellement le taux de croissance de la masse monétaire à 5%. La fourchette actuelle de la croissance pour M_1 est comprise entre 7% et 11% par rapport à juin 1977, ce qui représente une faible réduction adoptée en 1977. Pendant la majeure partie de l'année, les taux d'intérêt à court terme ont fluctué entre 7% et 7½%. Les taux à long terme ont graduellement baissé jusqu'en septembre puis ont connu un léger redressement. Vers la fin de l'année, les taux des obligations à long terme étaient plus élevés de 0.25 point de base qu'en décembre 1976.

Le système canadien des caisses d'épargne et de crédit a continué d'être marqué par de fortes liquidités en 1977. En dépit des compressions des dépenses à la consommation, les caisses ont continué à enregistrer une croissance accélérée des prêts aux particuliers ainsi que des dépôts. Les effets du déclin de la construction domiciliaire et la réduction concomitante de la demande hypothécaire ont commencé à se faire sentir plus sérieusement dans les

Financial Services

During 1977, total assets of the Society grew from \$55 million to \$275 million, an increase of about 400%. As part of its financial strategy, the Society invested the additional funds available from this growth in readily negotiable and marketable instruments, so that at year-end, 89% of the total portfolio was in a highly liquid form. This position was consistent with the Society's identified role as the national liquidity manager for Canadian credit unions and co-operatives.



T. H. Bourne, Money Market Manager/*Directeur Marché Monétaire*
D. R. Ellerby, Manager – Investment Department/*Directeur – Service de placements*
E. R. Grad, Vice President – Finance and Administration/*vice-président – Finance et Administration*

Contributing to the Society's asset growth was a dramatic increase in the share capital base of the organization, which was expanded from \$18 million to \$120.9 million during 1977. This share base, which compares favourably with that of other major financial intermediaries in Canada, reflects the continuing commitment by provincial central credit unions to the development of the Society as the financial manager and co-ordinator for the national credit union and co-operative system. Complementing this increased equity subscription is a further commitment by the provincial centrals to update, on an annual basis, their total investment in the Society's debt and equity, so that this investment will continue to represent a constant proportion of the centrals' own expanding asset base.

As a result of the substantial increase in assets, total earnings for the year, before share dividends, were \$2.3 million as compared with \$0.7 million in 1976. An 8% dividend paid on subscribed share capital, though lower than that paid in the two years immediately preceding (10%), was indicative of the generally lower rate structure that existed during the period. It was also consistent with two internal decisions: a financial strategy decision that emphasized portfolio liquidity rather than return; and a policy decision to continue to build the reserves and undistributed earnings of the organization, in order to enhance its stability and stature in the

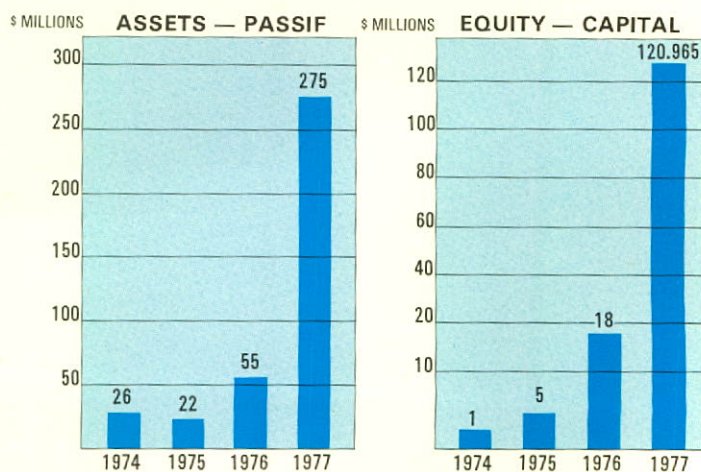
derniers mois de l'année. L'un dans l'autre, 1977 a été une année de consolidation – une année au cours de laquelle on a maintenu les liquidités en prévision d'une demande accrue en 1978.

Services financiers

En 1977, l'actif total de la Société est passé de \$55 millions à \$275 millions, soit une augmentation d'environ 400%. Dans le cadre de sa stratégie financière, la Société a investi les fonds supplémentaires qu'elle a tirés de cette croissance dans des valeurs facilement négociables et réalisables si bien qu'à la fin de l'exercice, 89% du portefeuille total était sous forme de liquidités. Cette situation correspondait bien au rôle identifié de la Société en tant que gestionnaire national de liquidités pour les caisses et les coopératives canadiennes.

L'augmentation considérable de l'assiette du capital-actions qui a augmenté de \$18 millions à \$120.9 millions en 1977 a contribué à la croissance de l'actif de la Société. Cette assiette du capital-actions, qui se compare favorablement par rapport à celle d'autres grands intermédiaires financiers au Canada, reflète l'engagement continu des centrales provinciales de caisses au développement de la Société en tant que gestionnaire et coordonnatrice financière du système national de caisses et de coopératives. Pour compléter cette augmentation de souscription d'actions, les centrales provinciales ont pris un autre engagement visant à remettre à jour, sur une base annuelle, leurs investissements totaux des créances et des actions de la Société afin que ces investissements continuent à représenter une proportion constante de l'actif en expansion des centrales.

Par suite de cette augmentation notable de l'actif, le revenu net total pour l'exercice, avant déduction des dividendes en actions, s'élevait à \$2.3 millions par rapport à \$0.7 million en 1976. Le dividende versé, soit 8% sur le capital souscrit en actions, bien que plus faible que celui des deux années immédiatement précédentes (10%), reflétait la structure de taux généralement plus bas qui ont eu cours pendant la période. Il correspondait également à deux décisions internes: une décision stratégique financière d'insistance sur la liquidité du portefeuille



financial marketplace and its ability to provide an increased level of financial and administrative services to the credit union and co-operative system.

In order to develop the capability to satisfy system requirements and to increase and diversify sources of available funds, the Society plans, in the coming year, to enter the short and medium-term domestic and international capital markets as an unsecured borrower, capable of borrowing at attractive rates under all market conditions. Funds obtained from these sources, together with substantially increased bank lines, will serve two purposes. They will enable the Society to provide an increased proportion of the system's total capital requirements. At the same time, they will provide an opportunity for the Society to establish its reputation as a major Canadian financial institution and a prime credit, during a period of buoyant credit union liquidity. The capability for the Society to secure funds at the best possible rate, whatever the economic climate, should therefore be assured.

As part of its total plan, the Society has visited selected Canadian and United States banks and has initiated discussions with European co-operative banking organizations, including the German-based Bank für Gemeinwirtschaft (BfG Bank) and Deutsche Genossenschaftsbank (DG Bank), Société de Crédit Agricole de France, and London & Continental Bankers Ltd., a mercantile bank based in England and owned by European co-operative banks. Further, reciprocal membership and shareholdings and mutual lending and borrowing agreements have been concluded with U.S. Central Credit Union, the Society's American affiliate. This arrangement will increase the flexibility and financial self-sufficiency of the combined Canadian and U.S. credit union systems by permitting the use of complementary cash flows in the two countries.



N. Pollock, M. Richardson, T. W. Cretney, Contrôleur/Contrôleur

plutôt que sur le rendement et une décision de principe de continuer à constituer les réserves et les bénéfices non répartis de l'organisme afin de renforcer sa stabilité et sa stature sur le marché financier et sa capacité de fournir un niveau plus élevé de services financiers et administratifs au système de caisses et de coopératives.

Afin de développer la capacité propre à satisfaire aux exigences du système ainsi que d'augmenter et de diversifier les sources de fonds disponibles, la Société prévoit, pour le prochain exercice, de se lancer sur les marchés des capitaux intérieurs et internationaux à court et à moyen terme en tant qu'emprunteur sans garantie, susceptible d'emprunter à des taux intéressants, quelles que soient les conditions du marché. Les fonds provenant de ces sources ainsi que l'augmentation substantielle des marges de crédits bancaires serviront deux buts. Ils permettront à la Société de fournir une proportion accrue des exigences totales en capitaux du système et simultanément ils lui fourniront une occasion d'asseoir sa renommée en tant qu'institution financière canadienne et organisme de crédit de premier ordre pendant une période où les caisses jouissent de fortes liquidités. La capacité de la Société à obtenir les fonds au meilleur taux possible, quelle que soit la conjoncture économique, devrait donc être assurée.

Dans le cadre de son plan d'ensemble, la Société a rendu visite à des banques canadiennes et américaines sélectionnées et a engagé la discussion avec des organismes bancaires coopératifs européens, parmi lesquels la banque allemande Bank für Gemeinwirtschaft (BfG Bank) et la Deutsche Genossenschaftsbank (la DG Bank), la Société de Crédit Agricole de France et la London & Continental Bankers Ltd., une banque de commerce dont le siège est en Angleterre et qui appartient à des banques coopératives européennes. De plus, des échanges d'actions et d'affiliations et des accords de prêts et d'emprunts mutuels ont été conclus avec la U.S. Central Credit Union, homologue financier américain de la Société. Ces accords augmenteront la souplesse et l'autonomie financière des systèmes combinés de caisses canadiens et américains en leur permettant d'utiliser le cash flow complémentaire dans les deux pays.

Le rôle de la Société en tant que gérant national de liquidités pour le compte du système canadien de caisses et de coopératives permettra de compenser les disparités prononcées de cash flow qui proviennent des différentes conditions économiques dans les diverses régions du Canada. La diversification inhérente à l'affiliation de la Société constitue un avantage notable qui vise à réduire l'impact des cycles économiques régionaux et à faciliter l'emploi efficace des fonds dans tout le système.

Un plan en deux temps a été mis au point en vue de fournir des services financiers aux coopératives de commercialisation, de consommation et de fabrication. Dans un premier temps, la Société offrira graduellement des crédits à court terme en recourant aux fonds et ressources du système. Dans un deuxième temps, grâce à son accès aux fonds à long terme, la Société financera la

The Society's role as national liquidity manager for the Canadian credit union and co-operative system will make it possible to compensate for the marked differences in cash flow that arise from different economic conditions in the various regions of Canada. The diversification inherent in the Society's membership constitutes a notable advantage in terms of reducing the impact of regional economic cycles and facilitating the effective use of funds within and throughout the system.

A two-phase plan has been developed for the provision of financial services to marketing, consumer, and manufacturing co-operatives. In Phase One, the Society will gradually make short-term credit available through the use of system funds and resources. In Phase Two, as a result of its access to longer-term funds, the Society will finance capital construction or the acquisition of other capital assets. Coinciding with Phase Two of the co-operative financing package will be a program that will provide longer-term funds for increased credit union activity in residential mortgage lending.

The Society's participation in the domestic and international capital markets will be achieved in conjunction with, and in many instances through the provincial credit union centrals. Decisions at the national level will be enhanced by the centrals' sound appreciation of credit-granting principles, combined with a detailed knowledge of the co-operative sector. The provision of financial services on a national basis, but in close co-ordination with the centrals and other financial co-operative shareholders, will sustain the Society's dramatic growth and profitability and thus provide a tangible economic benefit to the entire Canadian credit union and co-operative system.

The Canadian Payments System

At the time of writing, direct credit union participation in the clearing system is being delayed by postponement of the introduction of draft legislation covering both the decennial revision to the Bank Act and a companion bill on the proposed Canadian Payments Association. However, in anticipation of the eventual passage of these Acts, the Society is developing a national data communications network to facilitate and expedite the information flow required for the exchange and settlement of transactions. The network will include the provincial central credit unions, the Society, other deposit-taking institutions, and the Bank of Canada, and it will be capable of handling both automated and paper-based transactions. Development of the network is being fully supported by and co-ordinated with all provincial central shareholder-members; and although the design requires the Society to be responsible for daily settlement with the Bank of Canada on behalf of the national credit union and co-operative system, such settlement will be dependent upon the information provided by in-house processing systems developed by the provincial centrals.

constitution de capital ou l'acquisition d'autres actifs en immobilisations. En même temps que la deuxième phase du programme de financement des coopératives aura lieu un programme qui offrira des fonds à long terme pour accroître l'activité des caisses dans le domaine des prêts hypothécaires domiciliaires.

La participation de la Société sur les marchés intérieurs et internationaux des capitaux sera réalisée en collaboration avec les centrales provinciales de caisses et à beaucoup d'égards par leur entremise. Les décisions au niveau national seront étayées par l'appréciation saine des principes d'octroi de crédit des centrales ainsi que par leur connaissance approfondie du secteur des coopératives. L'offre de services financiers à l'échelon national mais en collaboration étroite avec les centrales et autres actionnaires coopératifs financiers permettront à la Société de soutenir une croissance et une rentabilité considérables et de fournir ainsi des avantages économiques tangibles à l'ensemble du système canadien de caisses d'épargne et de crédit et de coopératives.



R. L. McCormack, Director, Payment and Information Systems
Directeur, Systèmes de Paiement et Informatique
E. R. Grad, Vice-president, Finance and Administration
H. E. Jablonski, Systems Project Co-ordinator
Co-ordonnateur de Projet

Le Système Canadien des Paiements

Au moment où nous écrivons ces lignes, la participation directe des caisses d'épargne et de crédit au système de compensation est retardée par suite de l'ajournement de la présentation du projet de loi concernant la révision décennale de la Loi sur les banques et d'un projet de loi connexe sur l'Association canadienne des paiements. Cependant, en prévision de l'adoption de ces lois, notre Société met au point un réseau de communications nationales de l'information pour faciliter et accélérer l'afflux des renseignements requis pour l'échange et le règlement des transactions. Le réseau comprendra les centrales provinciales de caisses d'épargne et de crédit, notre Société, d'autres institutions de dépôt et la Banque du Canada et il sera en mesure d'exécuter les transactions automatisées et sur papier. La mise au point du réseau bénéficie de l'appui total de toutes les centrales provinciales qui effectuent la coordination nécessaire et bien que le concept veuille que notre Société soit responsable des règlements quotidiens avec la Banque

The Society continues to be closely involved in the Canadian Payments System Standards Group, both at the committee level and in direct discussion with representatives of other participating financial institutions. This participation is essential for the timely and orderly integration of credit union organizations into a national payments system. Also, discussions between the Society's project teams and systems and operational personnel of other financial institutions are required to ensure that the interpretation of standards for magnetic tape exchange is correct and that the Society's network design will be operationally efficient in handling tape exchanges between credit union and co-operative institutions. The Society will continue its support of any recognized form for the exchange of information that will assist the evolution of an efficient, equitable, and accessible payments system.

National Payment/Credit Card

A payment/credit card is considered to be a potentially desirable extension of service to credit union members, not only for its immediate functional utility but also to facilitate access to future electronic funds transfer systems. Accordingly, the Society is co-ordinating a detailed study to determine the financial and operational implications of either issuing an independent payment/credit card or joining an established credit card syndicate on behalf of the credit union system. As each course of action offers a number of alternatives, both options will be reviewed in depth.

The study will include a review of the American credit union experience with VISA and an analysis and assessment of the development by the Desjardins system of the INTERCAISSE Quebec-wide deposit/debit capability. It will also entail a review, co-ordination, and possible standardization of the special-purpose credit union cards that are now in use in several provincial credit union systems. The Society has already adopted the plastic card standards of the International Standards Association and has also been assigned appropriate



R. L. McCormack, H. E. Jablonski, G. H. Gerenser,
T. E. Armbrust, B. R. Carson

du Canada au nom du système national des caisses et des coopératives, ce règlement dépendra de l'information fournie par les systèmes internes de traitement du système mis au point par les centrales provinciales.

Notre Société est toujours étroitement associée au Groupe de normalisation du système canadien de paiements, d'une part au niveau des comités et, d'autre part, au niveau de la discussion directe avec les représentants des autres institutions financières participantes. Cette participation est essentielle pour l'intégration en bonne et due forme des organismes de caisses d'épargne et de crédit dans un système de paiements national. Il est également nécessaire de mener le dialogue entre les équipes de projet et les systèmes de la Société et le personnel d'exploitation des autres institutions financières afin d'assurer que l'interprétation des normes relatives à l'échange de bandes magnétiques est correcte et que le concept du réseau de notre Société fonctionnera efficacement en ce qui concerne les échanges de bandes entre les institutions des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives. Notre Société continuera à offrir son appui à toute tribune reconnue relative à l'échange d'information qui contribuera au progrès d'un système de paiements efficace, juste et accessible.

Carte nationale de paiement/crédit

Une carte de paiement/crédit pourrait, à notre avis, s'avérer souhaitable pour élargir les services offerts aux membres des caisses d'épargne et de crédit, non seulement pour des raisons immédiates d'ordre pratique mais encore pour faciliter l'accès aux systèmes futurs de transfert électronique des fonds. En conséquence, notre Société coordonne présentement une étude approfondie pour déterminer les ramifications financières et opérationnelles qui consistent, soit à émettre une carte indépendante de paiement/crédit, soit à adhérer à un groupement établi de cartes de crédit au nom du système des caisses d'épargne et de crédit. Etant donné que chaque façon de procéder présente un certain nombre de possibilités, les deux options seront examinées attentivement.

L'étude comprendra un examen de l'expérience américaine des caisses d'épargne et de crédit avec VISA ainsi qu'une analyse et une évaluation de la mise au point par le système Desjardins de la fonction de dépôt/débit INTERCAISSE à l'échelon du Québec entier. Elle portera également sur la révision, la coordination et la normalisation éventuelle des cartes à but spécial des caisses qui sont à l'heure actuelle utilisées dans le cadre de plusieurs systèmes provinciaux de caisses d'épargne et de crédit. Notre Société a déjà adopté les normes de la carte plastifiée de l'Association internationale de normalisation et des numéros d'émetteur lui ont été attribués ; ces derniers seront adoptés d'une part pour des applications particulières et d'autre part pour une carte de paiement/crédit reconnue dans le monde entier.

Les caisses d'épargne et de crédit, les centrales provinciales et notre Société ont attribué une grande

issuer numbers, which will be adopted both for special-purpose applications and for an internationally recognized payment/credit card.

The payment card study has been accorded a high priority by credit unions, the provincial centrals, and the Society, and it is scheduled for completion by the fall of 1978. At that time, policy and operational recommendations will be submitted to the Board, and these will subsequently be discussed and reviewed with member organizations throughout the credit union and co-operative system.



Bruce M. Thordarson, George S. May, Robert J. Ingram

Government Affairs

Current and proposed legislation is of great importance to the Society's development. The first full year of operations of the Ottawa office was extremely active, as the Society sought to provide input into the drafting of the Bank Act revisions and other legislation. The Ottawa office maintained direct contact with elected and civil service officials at various levels in the federal government, in order to convey the position of the credit union and co-operative system on various legislative matters. Discussions focused on the following specific Acts:

- The Bank Act and the related Canadian payments system legislation
- The Borrowers and Depositors Protection Act
- Farm and Fisheries Improvement Loans Acts
- Small Businesses Loans Act
- Income Tax and National Housing Acts
- Competition Act
- Bankruptcy
- Western Grain Stabilization Act
- Livestock Products Act
- Co-operative Credit Associations Act

priorité à l'étude des cartes de paiement et son achèvement est prévu pour l'automne 1978. A cette époque, les recommandations de principe et de fonctionnement seront soumises au conseil d'administration pour être ensuite discutées et révisées avec les organismes membres dans tout le système des caisses et des coopératives.

Relations gouvernementales

La législation actuelle et les projets de loi jouent un grand rôle dans l'évolution de la Société. La première année complète depuis que le bureau d'Ottawa a ouvert ses portes a été extrêmement dynamique, car notre Société s'est efforcée d'apporter sa contribution à la rédaction de la nouvelle Loi sur les banques et d'autres lois. Le bureau d'Ottawa est resté en liaison directe avec nos représentants au Parlement et les fonctionnaires à différents paliers du gouvernement fédéral afin de faire connaître la position du système des caisses et des coopératives sur diverses questions législatives. Les discussions se sont concentrées sur les lois spécifiques suivantes :

- la Loi sur les banques et la Loi sur le système canadien des paiements
- la Loi sur la protection des emprunteurs et des déposants
- la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche
- la Loi sur les prêts aux petites entreprises
- la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi nationale sur l'habitation
- la Loi sur la concurrence
- la Loi des faillites
- la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest
- la Loi sur les animaux de ferme et leurs produits
- la Loi sur les associations coopératives de crédit

Du point de vue de notre Société et du système qu'elle représente, la loi la plus cruciale de toutes est la Loi sur les banques et la Loi proposée sur l'association canadienne des paiements. C'est pourquoi la Société continue à déployer ses efforts pour parvenir à l'adoption des recommandations formulées dans des mémoires antérieurs en ce qui concerne la législation sur les banques.

En février 1977, des représentants de notre Société se sont présentés devant la commission sénatoriale sur les banques et le commerce afin de faire valoir la position du système selon laquelle les caisses d'épargne et de crédit et les autres institutions financières qualifiées devraient avoir l'accès direct et égal au système de compensation et devraient participer à sa gestion. Notre Société est d'avis qu'il existe d'importantes différences de structure et d'exploitation entre les caisses d'épargne et de crédit et les banques à charte et que celles-ci nécessitent l'application de règles et règlements distincts quant à leurs activités respectives dans le système financier. De plus, les caisses d'épargne et de crédit seraient défavorisées du point de vue concurrentiel si elles étaient obligées de maintenir des réserves monétaires auprès de la Banque du Canada. La révision de la Loi sur les banques

The most crucial of these pieces of legislation, from the viewpoint of the Society and the system it represents, is the Bank Act and the proposed Canadian Payments Association Act. Accordingly, the Society has continued its efforts to achieve adoption of the recommendations put forward in earlier briefs respecting banking legislation.

In February 1977, representatives of the Society appeared before the Senate Committee on Banking, Trade and Commerce to emphasize the system's view that credit unions and other qualifying financial institutions should have direct and equal access to the clearing system and should participate in its management. The Society takes the position that there are important structural and operating differences between credit unions and the chartered banks which necessitate the application of separate rules and regulations to their respective activities in the financial system. Moreover, credit unions would be placed at a competitive disadvantage if they were required to maintain reserves for monetary purposes with the Bank of Canada. The Bank Act revision and the Canadian Payments Association Act will remain the Society's highest priority in 1978, for they will establish the rules and regulations under which all Canadian financial institutions will operate for the next ten years.

In conjunction with the annual meeting of the Society, held in Ottawa from May 2-6, 1977, a series of meetings was held with federal government officials and politicians in an attempt to extend their understanding of some of the interests and concerns of the credit union system. Information meetings were held at which credit union representatives discussed with civil servants the implications of increased interaction between credit unions and the federal government, the role of credit unions in the Canadian economy, operational issues of common concern, and credit union activities overseas. At the same time, representatives of provincial centrals and of the Society's Board met with Members of Parliament to discuss credit union concerns. Delegates and board members also met individually with selected local members and cabinet ministers. Many of the bills that the Society has been discussing with government officials during the past two years probably will be introduced in 1978, and will have an important impact on the credit union and co-operative system.

During the coming year, the Ottawa office will explore ways of communicating more effectively to member organizations and to local credit unions federal developments of particular interest to them. The activities of the federal government now influence, or have the potential to influence, the interests of the credit union and co-operative system from the national organization to the smallest local credit union.

et la Loi sur l'association canadienne des paiements resteront en tête de liste des priorités de notre Société en 1978 car elles fixeront les règles et règlements qui régiront le climat de toutes les institutions financières canadiennes pendant les dix prochaines années.

En même temps que se déroulait l'assemblée annuelle de la Société à Ottawa des 2 au 6 mai 1977, une série de rencontres avec les fonctionnaires fédéraux et les politiciens a eu lieu en vue d'échanger certains des intérêts et préoccupations suscités par le système des caisses d'épargne et de crédit. Les représentants des caisses ont eu des rencontres avec des fonctionnaires pour discuter des ramifications de l'interaction accrue entre les caisses et le gouvernement fédéral, du rôle des caisses d'épargne et de crédit dans l'économie canadienne, des questions de fonctionnement qui les préoccupent mutuellement et de l'activité des caisses d'épargne et de crédit outre-mer. En même temps, des représentants des centrales provinciales et du conseil d'administration de notre Société ont rencontré des membres du Parlement pour discuter des préoccupations des caisses d'épargne et de crédit. Des délégués et des membres du conseil d'administration ont également rencontré individuellement des membres locaux choisis et des ministres du cabinet. Parmi les projets de loi dont notre Société a discuté avec les représentants du gouvernement au cours des deux dernières années, beaucoup entreront en vigueur probablement en 1978 et exerceront un impact important sur le système des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives.

Au cours de l'année qui vient, le bureau d'Ottawa recherchera des moyens de communiquer plus efficacement avec les organismes membres et les caisses d'épargne et de crédit locales au sujet des faits nouveaux qui se produisent à l'échelon fédéral et qui les concernent particulièrement. Les activités du gouvernement fédéral influencent maintenant, ou risquent d'influencer, les intérêts du système entier des caisses d'épargne et de crédit et des coopératives, soit de l'organisme national à la plus petite caisse d'épargne et de crédit locale.



Robert J. Ingram, Vice-president, Communications and Services
Vice-président – Communications et Services
Bruce M. Thordarson, Director Government Affairs
Directeur-Relations Gouvernementales

The Society's approach to relations with the federal government is to avoid confrontation wherever possible, in the belief that the interests of the credit union system and of the federal government are basically compatible. It is essential to maintain relationships with federal administrators and legislators at a variety of levels, in order to ensure an effective, two-way flow of information between the federal government and the credit union system. Accordingly, discussions similar to those held in 1977 are planned for the future.

Supply and Printing

In 1977, the Society's supply and printing service continued its efforts to assist provincial centrals in meeting the requirements of local credit unions. Record sales were evident with the 1978 calendar program, which included wall, desk, and pocket calendars and personal planners. An additional increase in subscriptions to the "poster of the month" series contributed to an overall net profit.

A catalogue of items of interest to credit unions is currently in production. This catalogue is intended to facilitate ordering and expediting. Also under consideration are other ways in which the Society can provide additional economies of scale to its member organizations.

Security and Internal Services

In 1977, the Society continued to develop its services in the area of risk management. As a result of efforts initiated at the national level and carried out in conjunction with provincial credit union centrals and stabilization funds, physical security within the credit union system has been substantially strengthened.

During the year, security staff inaugurated a number of programs relating to personnel training, analysis of credit union risks, and the development of security equipment standards. The latter program was developed with the co-operation of the two major credit union insurers, CUMIS and The Co-operators. The combination of analyses and equipment standards has resulted in a considerable reduction of losses through burglaries and theft.

In addition, a series of workshops was held dealing with threats of kidnap and extortion, robbery, and identification of criminals. Personnel from the Society's member organizations attended a series of two-day security conferences; and Society and provincial central staff participated in a national security conference for financial institutions.

In 1978, the Risk Management Department will undertake several projects relating to areas of concern to provincial security organizations. The following set of priorities has been identified:

- Completion of an inventory of current provincial security programs and revision of existing training aids

Dans ses relations avec le gouvernement fédéral, la Société désire éviter la confrontation dans la mesure du possible et elle croit que les intérêts du système des caisses d'épargne et de crédit du gouvernement fédéral sont fondamentalement compatibles. Il est essentiel d'entretenir des relations avec les administrateurs et législateurs fédéraux à divers paliers afin d'assurer un échange mutuel efficace d'informations entre le gouvernement fédéral et le système des caisses. C'est pourquoi des discussions du même type que celles qui se sont déroulées en 1977 sont prévues à l'avenir.

Fournitures et imprimerie

En 1977, le service des fournitures et imprimerie de la Société a continué à déployer ses efforts pour aider les centrales provinciales à satisfaire les exigences des caisses d'épargne et de crédit locales. Le programme de calendriers 1978 qui comprenait des calendriers muraux, des calendriers de bureaux et de poche et des agendas individuels a permis de réaliser des ventes records. L'augmentation supplémentaire des abonnements à la série de "l'affiche du mois" a contribué à réaliser un bénéfice global net.

Un catalogue d'articles intéressant les caisses est en cours de réalisation. Ce catalogue vise à faciliter les commandes et l'expédition. On étudie également d'autres façons permettant à la Société d'offrir des économies supplémentaires d'échelle aux organismes membres.

Services de sécurité et services internes

En 1977, la Société a continué à développer ses services dans le domaine de la gestion de risques. Grâce aux efforts déployés au niveau national et menés à bien conjointement avec les centrales provinciales et les fonds de stabilisation, la sécurité physique au sein du système des caisses a été considérablement renforcée.

Au cours de l'année, le personnel de sécurité a lancé un certain nombre de programmes concernant la formation du personnel, l'analyse des risques des caisses d'épargne et de crédit et la mise en place de normes d'équipement de sécurité. Ce dernier programme a été mis au point en collaboration avec les deux principaux assureurs des caisses, CUMIS et The Co-operators. La combinaison des analyses et des normes d'équipement a permis de réduire considérablement les pertes dues aux vols avec effraction et vols qualifiés.

En outre, une série d'ateliers se sont tenus sur les menaces d'enlèvement et d'extorsion, le brigandage et l'identification des criminels. Le personnel des organismes membres de la Société a assisté à une série de conférences de deux jours sur la sécurité, et le personnel de la Société et des centrales provinciales a participé à une conférence nationale sur la sécurité pour les institutions financières.

- An analysis of the risk potential of automated teller machines and cash dispensers
- Inauguration of a study related to data centre security
- A program to determine the risk potential of current credit union money order programs
- The development of security guidelines for the issue, printing, and distribution of credit union plastic cards, when used as a payment/credit vehicle

Increased emphasis will be placed on departmental research and program development, with a view to providing the safest possible environment for new credit union ventures.



Horace Hryciw, Director of Security and Internal Services
Directeur – Sécurité et Services Internes
 Robert J. Ingram, Vice-president, Communications and Services
Vice-président – Communications et Services
 Raymond N. Cadorette, Director, National Communications
Directeur – Communications Nationales

National Communications

The Society continued to carry out a national credit union advertising program in 1977, with the financial support of its provincial credit union member centrals, CUMIS Life Insurance Company, the Co-operators, and Co-operative Trust Company of Canada. The 1977 program focused on the print media and on special event advertising. To coincide with Credit Union Day in October, advertisements were placed in the national issues of *Reader's Digest* and *Maclean's* magazine. A credit union float was entered in the Grey Cup Parade as a joint project with the Quebec Credit Union League and credit union commercial spots were broadcast nationally during the parade telecast. The 1978 credit union advertising program will use electronic as well as print media, and it will emphasize the strength of Canadian credit union membership.

In 1977, the NACCU Communications Advisory Committee, composed of provincial member public relations and marketing personnel, along with representatives from the Society's financial co-operatives, continued to meet. In 1978, this group will continue to provide a forum for

En 1978, le département de gestion des risques entreprendra plusieurs projets relatifs aux préoccupations des organismes de sécurité provinciaux. Les objectifs suivants ont été identifiés :

- Elaboration d'un inventaire des programmes de sécurité provinciaux actuels et révision des auxiliaires de formation existants
- Analyse des risques potentiels liés aux machines de guichets automatisés et aux distributeurs d'argent liquide
- Lancement d'une étude portant sur la sécurité des centres de données
- Programme visant à déterminer le potentiel de risques des programmes actuels de mandats des caisses d'épargne et de crédit
- Mise au point de directives de sécurité concernant l'émission, l'impression, la distribution de cartes plastifiées émises par les caisses d'épargne et de crédit pour servir de moyen de paiement/crédit

On mettra davantage l'accent sur la recherche au niveau des services et la mise au point du programme en vue de parvenir à l'environnement le plus sûr possible pour les nouvelles entreprises des caisses.

Communications nationales

La Société a continué à mener son programme publicitaire national pour les caisses d'épargne et de crédit en 1977 avec l'appui financier de ses centrales provinciales membres, de la Compagnie d'Assurance-vie CUMIS, The Co-operators et de Co-operative Trust Company of Canada. Le programme de 1977 s'est concentré sur les médias écrits et sur la publicité d'événements spéciaux. En commémoration du jour des caisses d'épargne et de crédit en octobre, des annonces publicitaires ont été passées dans les numéros nationaux de *Reader's Digest* et du magazine *Maclean's*. Un char des caisses d'épargne et de crédit a participé au défilé de la coupe Grey, à titre de projet en collaboration avec la Ligue des caisses d'économie du Québec et quatre annonces-éclair sur les caisses ont été passées sur l'antenne à l'échelon national au cours de la retransmission du défilé. Le programme publicitaire des caisses en 1978 aura recours aux médias électroniques comme aux médias écrits et il fera valoir la vigueur des effectifs des caisses d'épargne et de crédit canadiennes.

En 1977, le comité consultatif des communications de l'ANCEC qui se compose d'un personnel de commercialisation et de relations publiques, de membres provinciaux ainsi que de représentants des coopératives financières de la Société a continué de se réunir. En 1978, ce groupe se réunira à nouveau pour offrir une tribune permettant d'échanger des informations et un sous-comité consultatif présentera régulièrement des vues et suggestions représentatives à l'organisme national.

La conférence canadienne 1977 des cadres des caisses d'épargne et de crédit s'est tenue à Banff, Alberta, et a rassemblé 850 gérants et administrateurs des caisses. La conférence 1978 aura lieu à Toronto, au début du mois d'octobre.

the exchange of information, and an advisory sub-committee will provide representative views and suggestions to the national organization on a continuing basis.

The 1977 Canadian Conference of Credit Union Executives was held in Banff, Alberta, attracting 850 credit union managers and directors. The 1978 conference will be held in Toronto in early October.

The Society sponsors a Canadian Credit Union Institute Fellows' Program for which funding is provided by affiliated leagues and centrals. The program is managed on behalf of the Society by the Co-operative College of Canada, in Saskatoon, Saskatchewan. The purpose of the program is to enable credit union personnel throughout Canada to obtain career and professional training at the university level in areas related to their employment. Through this channel, managerial talent is being developed to meet the present and future needs of the credit union system.

During the year, the Communications Department continued to publish a weekly newsletter, and this vehicle for corporate communications will be maintained in 1978. Also in 1977, Canadian content was introduced in the *Credit Union Magazine* published by the Credit Union National Association in Madison, Wisconsin.

Plans are underway to implement suitable means of disseminating information to member organizations, the business community, and the general public on a timely basis, to report the Society's activities in the Canadian financial system.

Un programme d'études de l'Institut canadien des caisses d'épargne et de crédit financé par les ligues et centrales affiliées est offert sous l'égide de notre Société. Le programme est dirigé au nom de la Société par le Co-operative College of Canada, à Saskatoon, Saskatchewan. Le but du programme est de permettre au personnel des caisses d'épargne et de crédit dans tout le Canada d'accéder à une carrière et à une formation professionnelle de niveau universitaire dans les domaines propres à leur emploi. C'est un moyen qui permet de développer les talents de gestion afin de satisfaire les besoins actuels et futurs du système des caisses d'épargne et de crédit.

Au cours de l'année, le service des communications a continué à publier un bulletin hebdomadaire et cet organe d'information de la Société continuera à paraître en 1978. En 1977 également, le *Credit Union Magazine*, publié par la Credit Union National Association à Madison, Wisconsin, a commencé à publier une rubrique canadienne.

Nous sommes en train d'élaborer des plans en vue d'établir des moyens appropriés de dissémination d'information à nos organismes membres, au monde des affaires et au grand public et ce, au moment opportun afin de faire connaître l'oeuvre réalisée par notre Société dans le système financier canadien.

Acknowledgements

We acknowledge with thanks the background materials and photographs contributed by our member organizations, and

Hommages

Nous tenons à rendre hommage, avec nos remerciements, à nos organismes-membres pour les documents et photographies envoyés. Nous remercions aussi :

The World Council of Credit Unions, Inc.
Le Conseil Mondial des Coopératives d'Épargne et de Crédit
La Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins
The Saskatchewan Government/Le gouvernement du Saskatchewan

Management Staff

Chief Executive Officer

George S. May

Direction

Chef de la Direction

Communications & Services

Vice-President, Communications and Services **Robert J. Ingram** Vice-Président, Communications et Services

Director, Government Affairs **Bruce M. Thordarson** Directeur, Relations Gouvernementales

Director, Security and Internal Services **Horace Hryciw** Directeur, Sécurité et Services Internes

Director, National Communication **Raymond N. Cadorette** Directeur, Communications Nationales

Finance & Administration

Vice-President, Finance and Administration **Edwin R. Grad** Vice-Président, Finance et Administration

Manager, Investment Department **David R. Ellerby** Directeur, Service de Placements

Director, Payment and Information Systems **Ralph L. McCormack** Directeur, Systèmes de Paiements et d'Informatique

Controller **Terrence W. Cretney** Contrôleur

The Canadian Co-operative Credit Society Limited
Box 800, Station 'U', (620 The East Mall)
Toronto, Ontario M8Z 5R2
(416) 621-6220
Cable – NACCUS
Telex: 06-967677

“La Société Co-opérative Canadienne de Crédit Limitée”
C.P. 800, Succursale 'U', (620 The East Mall)
Toronto, Ontario M8Z 5R2
(416) 621-6220
Câble – NACCUS
Télex: 06-967677

